



Autonomie ouvrière en Espagne



Le but de cette brochure est de relater les événements relatifs à l'autonomie ouvrière tel que cela s'est passé en Espagne dans les années 70. Cette période correspond à la fin du régime franquiste et à ce qui a été appelé « la transition démocratique », moment où les différents partis politiques ainsi que les restes du régime franquiste se sont mis d'accord pour mettre un nouveau régime politique en place.

Les mouvements sociaux ont été très présents à l'époque en Espagne. Ils ont pour spécificité de très forte ampleur, et de s'être approprié les bases de la lutte anti-autoritaire, contrairement aux mouvements de la même période en Italie.

Michel Amorós

Introduction

Le but de cette brochure est de relater les événements relatifs à l'autonomie ouvrière tel que cela s'est passé en Espagne dans les années 70. Cette période correspond à la fin du régime franquiste et à ce qui a été appelé « la transition démocratique », moment où les différents partis politiques ainsi que les restes du régime franquiste se sont mis d'accord pour mettre un nouveau régime politique en place.

Les mouvements sociaux ont été très présents à l'époque en Espagne. Ils ont pour spécificité de très forte ampleur, et de s'être approprié les bases de la lutte anti-autoritaire, contrairement aux mouvements de la même période en Italie.

Les textes choisis ont été écrits à Miguel Amoros. Il m'ont paru plutôt intéressants après coup afin d'analyser ces événements. Il ne sont donc absolument pas représentatifs, mais sont bien l'analyse que d'une seule personne.



Chou blanc
éditions

La horde d'or

Nanni Balestrini et Primo Moroni

Éditions de l'éclat

La horde d'or est un livre publié en février 2017 et dont le contenu est entièrement disponible sur internet (<http://ordadoro.info/>). Il reprend l'histoire de 1950 aux années 80. Il est aussi un livre d'histoires, d'analyse politique, une boîte à outils, une auto-enquête, un recueil de chansons, une collection de tracts, un récit nombreux aux fils entrecroisés, un livre partisan qui ne dit jamais « je », mais met en présence des énoncés multiples et singuliers. Cet ouvrage retrace le foisonnement théorique, culturel et langagier, et la grande inventivité sociale qui ont caractérisé, à cette période, le « besoin de communisme » en Italie.



Italie 70

Récit du mouvement autonome

Erri De Luca



On voudrait recouvrir les événements de la décennie 1970 et du début des années 1980 en Italie d'une chape de plomb : paralyser l'espoir que certains ont vu, ou vécu, dans cette lutte, enchaîner les ailes des détracteurs, des destructeurs de l'ordre. Surtout, faire croire que ce n'était pas même une révolte, juste quelques petits cailloux pointus, dispersés ça et là, dans les rouages de la machine à huiler. Et pourtant ces luttes, Erri de Luca l'affirme, c'était « le contraire de un ». C'est son expérience des solitudes qui se rejoignent dans l'unité d'un mouvement autonome dont nous parlent ces textes. Erri de Luca conjugue l'intime au pluriel, et c'est en cela que son expérience personnelle s'inscrit dans un mouvement collectif, dans ce mois de mai qui dura dix ans.

<https://infokiosques.net/spip.php?article551>

Autre articles et brochures :

- Autonomie ! Italie, les années 1970 :

<https://jugurtha.noblogs.org/files/2018/06/Autonomie-Marcello-Tari.pdf>

- Qu'est ce que l'autonomie ouvrière ? Lùcia Bruno

- A l'assaut du ciel - Steve Wright

- Empire et ses pièges : <https://infokiosques.net/spip.php?article541>

Pour aller plus loin

Le pari de l'autonomie

Récit de luttes dans l'Espagne des années 70

Éditions du soufflet

Regroupant différents textes et témoignages, ce livre revient sur le contexte de luttes qui a secoué aussi bien l'appareil franquiste vieillissant que la jeune démocratie chargée d'assurer une transition politique sans remous.



A travers les récits et les analyses rétrospectives de plusieurs protagonistes de cette époque, ce livre participe au travail de mémoire et de transmission de l'histoire des luttes autonomes. Loin de toute nostalgie envers une période révolue, il offre des pistes de réflexion pour qui cherche aujourd'hui encore à se confronter au pouvoir sous toutes ses formes.

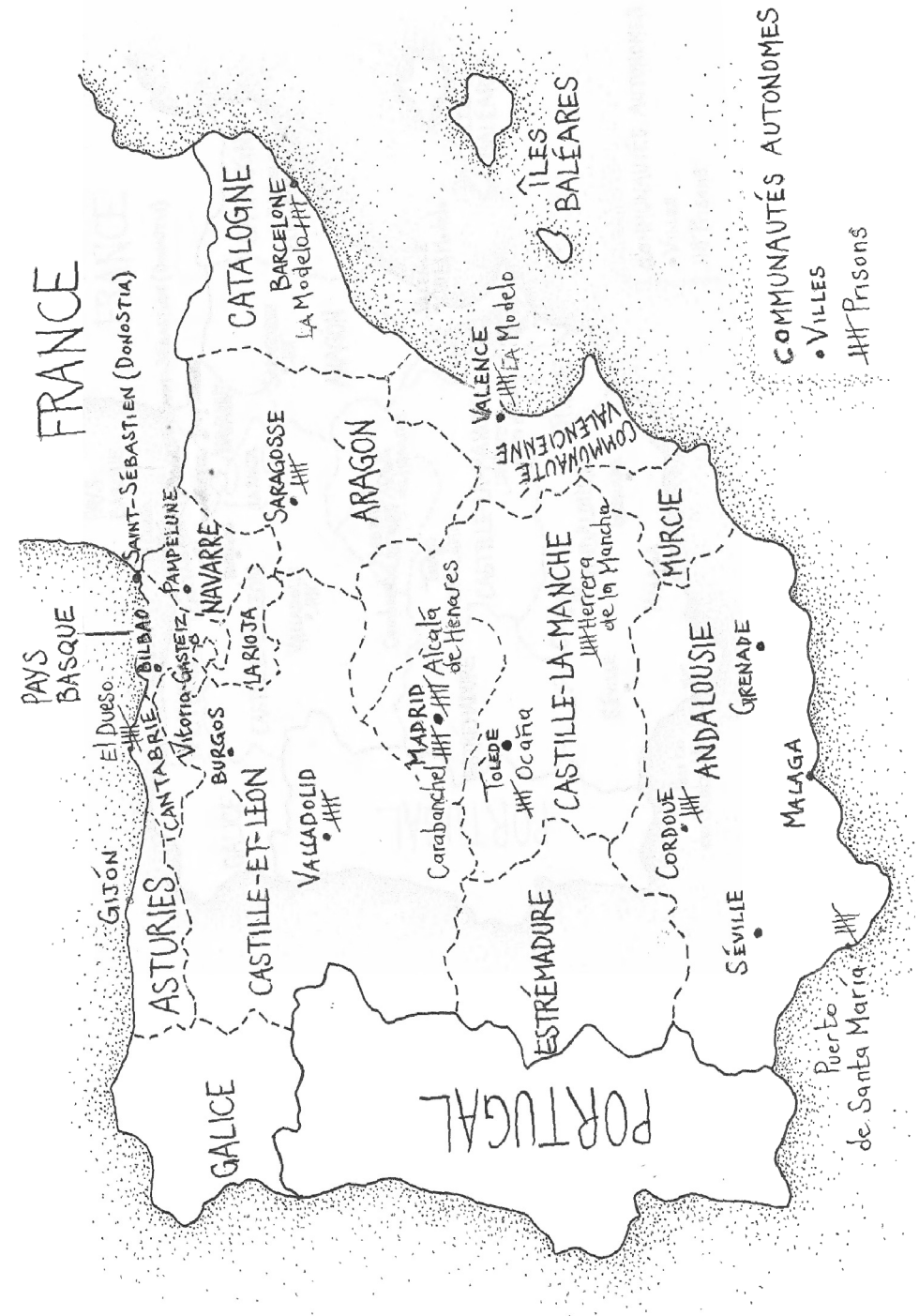
CO.P.E.L, tunnels et autres apports de Groupes Autonomes suivi de Groupes Autonomes de Valence durant la seconde moitié des années 70

Ce que j'ai retenu de cette situation, c'est que, même lorsque tout semble sous contrôle, il est toujours possible que surgisse spontanément quelque chose de tellement fort que ça déchaîne les réactions, et c'est ce qui s'est passé à Carabanchel. Ils nous ont tous sortis de la rotonde. Nous ne savions pas quoi faire, alors nous nous sommes mis à chanter l'hymne de la Copel qu'un compagnon avait composé en s'inspirant de l'hymne des combattants antifascistes italiens Bella ciao.

Autonomie ouvrière

Un documentaire consacré aux luttes ouvrières menées en marge des syndicats et des partis politiques dans l'Espagne des années 70.

<https://iaata.info/Film-Autonomie-ouvriere.html>



Que fut l'autonomie ouvrière ?

Le mot « autonomie » a été lié à la cause du prolétariat dès ses premières interventions comme classe. Dans le *Manifeste communiste*, Marx définissait le mouvement ouvrier comme « le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité ». Plus tard, mais en se basant sur l'expérience de 1848, dans *De la capacité politique de la classe ouvrière* (1865), Proudhon affirmait que pour que la classe ouvrière agisse d'une manière spécifique, il fallait qu'elle remplisse les trois exigences de l'autonomie : qu'elle ait conscience d'elle-même, que par conséquent elle affirme « son idée », c'est-à-dire, qu'elle connaisse « la loi de son être », qu'elle sache « [la] traduire par la parole, [l']expliquer par la raison », et qu'elle tire de cette idée des conclusions pratiques. Aussi bien Marx que Proudhon avaient été témoins de l'influence de la bourgeoisie radicale dans les rangs ouvriers et essayaient de faire en sorte que le prolétariat se sépare d'elle politiquement. L'autonomie ouvrière fut exprimée définitivement dans la formule de la Première Internationale : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Dans l'étape qui suit l'insurrection de la Commune de Paris et dans la double polémique entre légalistes et clandestins, collectivistes et communistes, qui divisait le mouvement anarchiste, la question de l'autonomie dérivait vers le problème de l'organisation. Dans des conditions de recul révolutionnaire et de répression croissante, la publication anarchiste de Séville *L'Autonomie* défendait en 1883 l'indépendance absolue des Fédérations locales et leur organisation secrète. Les communistes libertaires élevaient au rang de principe la négation de l'organisation de masses. Les collectivistes catalans

qu'ils se sont enfermés chez eux et repliés dans la sphère privée. Le découragement s'est vite répandu au sein des comités ouvriers et des groupes autonomes, qui se sont séparés, ou ont tenté de fonder des partis en faveur de l'autonomie, ou encore se sont ralliés au syndicalisme (beaucoup ont participé à la reconstruction de la CNT). Les assemblées étaient de moins en moins nombreuses et les coordinations agonisaient.

L'autonomie ouvrière a connu encore quelques moments de gloire comme la grève chez Roca, la création du Conseil d'usine chez Seat, le Mouvement des assemblées de l'industrie de la chaussure à Elche, ou encore la prise de Cadix lors des mobilisations de la Coordination des travailleurs. Mais aucun courant d'envergure luttant pour l'autonomie n'a réussi à se former. Le mouvement, certes, ne s'est pas arrêté d'un seul coup mais il a perdu sa capacité d'auto-organisation et n'a dès lors cessé de décliner. Les collectifs d'ouvriers qui avaient maintenu en vie le système des assemblées se sont retrouvés isolés et sur la défensive. Les assemblées de soldats ne sont jamais parvenues à s'organiser et les alternatives révolutionnaires, subordonnées au développement autonome du prolétariat et au délabrement de l'appareil militaire, ont perdu petit à petit de leur potentiel de réalisation, même partiel, avant de se volatiliser dans les quatre ou cinq années qui ont suivi.

de coordination stable et ils étaient loin d'élaborer une alternative révolutionnaire qui reprendrait l'expérience des assemblées et la transformerait en force. Ayant bien retenu la leçon, les Cortes de Franco²⁶ approuvèrent, le 18 novembre, la « loi pour la réforme politique » présentée par le gouvernement. En même temps, après la mort de la Coordination démocratique, l'entrée de l'opposition dans le jeu politique se précisait. Le référendum sur ce projet de réforme politique fut un triomphe pour Suárez. Trois mois plus tard, les centrales syndicales étaient légalisées et la tenue d'élections générales annoncée. Avec le mouvement ouvrier en plein recul, la COS – le front syndical contre les assemblées – avait réussi sa mission et ne tarda pas à se dissoudre.

En favorisant les accords conclus entre l'opposition et le gouvernement, la journée du 12 novembre a cassé les reins du mouvement des assemblées. L'opposition renonçait aux grèves comme arme politique, tout en utilisant celles qu'elle ne parvenait pas à juguler contre l'autonomie ouvrière. L'effet dissuasif de la répression, les licenciements et les manœuvres politico-syndicales déboussolèrent les travailleurs. Ceux-ci, ne parvenant pas à y voir clair, se mirent à l'abri en se raccrochant à des revendications matérielles et à l'emploi. Ils fuyaient cette situation qui exigeait de choisir entre en finir avec le capitalisme ou contribuer à sa modernisation. Les intérêts immédiats et matériels prenaient le dessus sur les intérêts de classe, ce qui a contribué au développement du syndicalisme, à l'abandon des pratiques d'autodéfense et à maintenir les casernes en marge du mouvement. À cette époque, la désintégration de l'armée par l'indiscipline des troupes était une tâche fondamentale. Mais cela aurait exigé que les ouvriers prennent la rue. Or ils sont retournés au travail. Mais le plus grave, c'est

26 Cortes de Franco : les cortes désignent de manière générale les parlements espagnols, voire même les parlements de certaines communautés autonomes. Après la guerre civile, Franco rétablit les Cortes en 1942. Les membres sont désignés par le chef de l'État ou par des organismes officiels. À partir de 1967, la loi organique (ley organica) fait entrer aux Cortes une centaine de membres élus par les chefs de famille et les femmes mariées.

écrivaient dans la *Revue Sociale* que « les communistes anarchiques n'acceptent que l'organisation de groupes et n'ont pas de sections organisées par métiers, de fédérations locales ou régionales [...] La constitution de groupes isolés, aussi complètement autonomes que leurs individus, qui souvent, n'étant pas d'accord avec l'opinion de la majorité, quittent un groupe pour en constituer un autre... » (n°12, 1885, Sants). Le concept d'autonomie se déplaçait vers l'organisation révolutionnaire.

En 1890, il existait à Londres un groupe anarchiste d'exilés allemands dont l'organe d'expression *L'Autonomie* soulignait effectivement la liberté individuelle et l'indépendance des groupes. Face au réformisme de la politique socialiste et à l'aventurisme de la propagande par le fait qui caractérisa une période concrète de l'anarchisme, la question de l'autonomie ouvrière, c'est-à-dire, du mouvement indépendant des travailleurs, se posa à nouveau. C'est ainsi que surgit le syndicalisme révolutionnaire, théorie qui défendait l'auto-organisation ouvrière à travers les syndicats, libres de toute tutelle idéologique ou politique. Moyennant la tactique de la grève générale, les syndicats révolutionnaires aspiraient à être des organes insurrectionnels et d'émancipation sociale.

D'un autre côté, les révolutions russes et allemandes érigèrent un système d'autogouvernement ouvrier, les conseils d'ouvriers et de soldats. Aussi bien les syndicats que les conseils étaient des organismes unitaires de classe, mais les premiers étaient plus appropriés à la défense et les seconds à l'attaque, quoique les uns et les autres exercèrent les deux fonctions. Tous deux connurent leurs limites historiques et tous deux succombèrent à la bureaucratisation et à la récupération. La question de l'autonomie toucha aussi les modes d'expropriation de la bourgeoisie dans la période révolutionnaire. En 1920, le marxiste conseiller Karl Korsch désignait l'« autonomie industrielle » comme une forme supérieure de socialisation qui correspondrait plus ou moins à

la « collectivisation » anarcho-syndicaliste et à ce qu'on appela l'« autogestion » dans les années soixante.

La pensée bourgeoise, elle aussi, eut recours au concept. Kant parlait d'autonomie se référant à l'individu conscient. L'« Autonome » était le bourgeois idéalisé, comme l'est aujourd'hui l'homme de Castoriadis. Cet idéologue gélatineux appelle « autonome » (comme les dictionnaires) le citoyen responsable d'une société capable de se doter de ses propres lois. En outre, les mots « autonomie » ou « autonome » peuvent sortir de la bouche d'un citoyeniste ou d'un nationaliste, peuvent être prononcés par un universitaire negriste ou par un squatteur... Ils définissent donc des réalités différentes et correspondent à des concepts distincts. Les *Comandos Autónomos Anticapitalistas* se dénommèrent ainsi en 1976 pour souligner leur caractère non hiérarchique et leurs distances d'avec ETA, mais dans d'autres milieux, « autonome » est celui qui refuse de s'appeler anarchiste pour éviter le réductionnisme qu'implique cette étiquette, et « autonome » est encore l'enthousiaste Hakim Bey ou l'adhérent à une mode italienne dont il existe des versions différentes et très changeantes, dont la pire de toutes fut inventée par le professeur Negri en 1977 quand il était léniniste créatif... Cependant, l'autonomie ouvrière a une signification non équivoque qui se manifeste durant une période concrète de l'histoire : elle apparaît comme telle dans la péninsule ibérique au début des années soixante en tant que conclusion fondamentale de la lutte des classes de la décade antérieure.

Les années pré-autonomiques

Ce n'est pas par hasard que les ouvriers, quand ils commençaient à radicaliser leur mouvement, revendiquaient leur « autonomie », c'est-à-dire, l'indépendance par rapport à des représentations extérieures, qu'il s'agisse de la bureaucratie verticale de l'Etat, des partis d'opposition ou des groupes syndicaux clandestins. En effet, pour eux c'est de ça qu'il

de l'article sur les licenciements inclus dans la loi du mois d'avril, donnant ainsi satisfaction aux chefs d'entreprise. Entre octobre et novembre, une grève éclatait en Biscaye dans le secteur du bâtiment. Elle reposait sur un véritable système d'assemblées. La COS n'était pas parvenue à les liquider. Le gouvernement interdit alors les réunions quelles qu'elles soient. Il réussit ainsi à isoler la Commission de gestion, qui se retrouva dans l'incapacité de rendre des comptes à une assemblée générale elle-même dans l'incapacité de se réunir. Ce partage du travail de répression entre la COS et le gouvernement Suárez a bien fonctionné et a permis d'empêcher un effet dominos dans le déclenchement des conflits. La grève de l'entreprise de transport EMT à Madrid, par exemple, a été à la fois sabotée par les centrales syndicales et réprimée militairement par le gouvernement. L'entente fonctionnait bien.

Le 7 octobre, la Coordination démocrate ou Platajunta, qui avait clairement laissé entendre en août qu'elle voulait parlementer avec le gouvernement en vue d'une « rupture négociée », a exclu les partis gauchistes avant de former une commission de négociation afin de traiter de la réforme du gouvernement. L'opposition a cru nécessaire de changer de cap pour pacifier le monde du travail, ce qui restait sa « spécialité ». Des nouvelles alarmantes leur signalaient que les énergies des travailleurs pourraient confluer et déboucher sur un mouvement de grève organisé en assemblée. Pour prévenir cette situation, la COS a tenté d'épuiser le mouvement en consumant toutes ses forces sur l'espace d'un jour : le 12 novembre, elle appelait à une journée de lutte « contre les mesures économiques du gouvernement ». Cet appel a été inégalement suivi (2,5 millions de travailleurs y ont participé), ce qui a contenté à la fois Suárez, qui pouvait ainsi relativiser la force de l'opposition, et l'opposition elle-même, qui se voyait capable de discipliner une plus grande quantité de travailleurs que prévu. Inutile de préciser que les mesures économiques du gouvernement se sont poursuivies. Les ouvriers radicaux n'ont pas pris d'initiative, ni pour s'y opposer, ni pour aller plus loin. Ils n'avaient pas, à ce niveau, développé

Le 21 septembre à Santa Cruz de Tenerife, la police tuait un étudiant devant chez lui, ce qui provoqua une grève générale et une manifestation violente le jour de l'enterrement. Le 22 septembre débutait à Madrid la troisième grève de la poste. Une semaine plus tard, celle-ci se propageait dans trente-quatre provinces et touchait le secteur des télégraphes. À Madrid toujours, après la mort d'un étudiant le 1er octobre, eut lieu une journée de lutte regroupant plus de 200 000 grévistes. Le 8 octobre, la police abattait un jeune à Fontarrabie. En réponse, la grève générale était déclarée en Biscaye. Dès le 13 octobre, elle s'étendait à tout le Pays basque. Les assemblées étant à la base de la lutte, les autorités les interdisaient et la COS combattait leurs décisions. L'organisme unitaire qui dirigeait la lutte, la Coordination des usines de Biscaye, était loin d'être le porte-parole des assemblées. Il s'agissait plutôt d'un terrain de lutte d'influence entre les partis gauchistes, le PCE et la COS. Les premiers essayaient d'en prendre le contrôle afin de créer leur propre syndicat, d'autant plus que la tentative d'unification des Commissions avait échoué, alors que les seconds tentaient tout simplement de la dissoudre. Au milieu de tout ça, quelques délégués issus des assemblées se retrouvaient incapables d'imposer vers le haut la dynamique de la base et de transformer la Coordination des usines en une véritable coordination de représentants, c'est-à-dire en un conseil ouvrier. Malgré tout, ils réussirent à coordonner une centaine d'usines. Ce fut le point culminant du conseilisme. Rien de ce qui est survenu par la suite n'a égalé cette situation.

Le PCE considérait que les ouvriers provoquaient le gouvernement avec leurs grèves et bloquaient tout dialogue avec celui-ci. Toutefois, il ne pouvait rester complètement étranger aux grèves s'il ne voulait pas perdre toute son influence – c'est-à-dire l'unique chose qu'il pouvait négocier. Il ne put empêcher la Coordination d'appeler à une grève générale au Pays basque pour le 27 septembre, grève menée afin d'exiger une amnistie totale et en hommage aux exécutions de Txiki et de ses quatre compagnons. Le gouvernement riposta par la suspension

était question : d'agir ensemble, de s'occuper directement de leurs affaires selon leurs propres normes, de prendre leurs propres décisions et de définir leur stratégie et leur tactique de lutte : en somme, de se constituer comme classe révolutionnaire. Le mouvement ouvrier moderne, c'est-à-dire, celui qui est apparu après la Guerre Civile, commença dans les années soixante, une fois épuisé celui que représentaient les centrales CNT et UGT. Il fut formé majoritairement par des ouvriers d'extraction paysanne, émigrés en ville et logés dans des quartiers périphériques d'« habitations à bon marché », HLM et bidonvilles.

À partir de 1958, début du premier Plan de développement franquiste, l'industrie et les services connurent une forte expansion qui se traduisit par une offre d'emploi généralisée. Les zones rurales se dépeuplèrent et l'agriculture traditionnelle disparut ; dans les centres urbains, des quartiers ouvriers modernes apparurent. Les conditions d'exploitation de la population ouvrière d'alors – bas salaires, horaires prolongés, mauvais logements, lieux de travail éloignés, infrastructures déficientes, analphabétisme, habitudes de servitude – faisaient d'elle une classe abandonnée et marginale qui put néanmoins faire son chemin et défendre bec et ongles sa dignité.

La protestation se faufila dans les églises et dans les brèches du Syndicat vertical qui se révélèrent bientôt étroites et sans issues. À Madrid, à Vizcaya, en Asturies, à Barcelone et ailleurs, les ouvriers accompagnés de leurs représentants élus conformément à la loi sur les jurés, commencèrent à se réunir en assemblées pour traiter des questions du travail, établissant un réseau informel de contacts qui fut à l'origine des premières « Commissions Ouvrières ». Ces commissions se mouvaient dans le cadre de la légalité, quoique, étant donné ses limites, elles le débordaient fréquemment ou l'enfreignaient si nécessaire. La structure informelle des Commissions Ouvrières, leur autolimitation revendicative et leur couverture catholico-verticale, durant une époque

intensément répressive, furent efficaces dans un premier temps ; à l'ombre de la loi des conventions collectives, les Commissions menèrent à bien d'importantes grèves, qui générèrent une nouvelle conscience de classe. À mesure que cette conscience gagnait en solidité, la lutte ouvrière était envisagée non plus seulement contre le patron, mais contre le Capital et l'État incarné par la dictature de Franco. L'objectif final de la lutte n'était autre que le « socialisme », à savoir, l'appropriation des moyens de production par les travailleurs eux-mêmes. Après Mai 68, on commença à parler d'« autogestion ». Les Commissions Ouvrières devaient assumer cet objectif et radicaliser leurs méthodes en s'ouvrant à tous les travailleurs. Le régime franquiste se rendit bientôt compte du danger et les réprima ; les partis comptant des militants ouvriers – le PCE et le FLP¹ – démontrèrent bientôt leur utilité d'instrument politique et les récupérèrent.

L'unique possibilité de syndicalisme était celle offerte par le régime, c'est pourquoi le PCE et ses alliés catholiques profitèrent de l'occasion en construisant un syndicat à l'intérieur d'un autre, officiel. La montée de l'influence du PCE à partir de 1968 établit le réformisme et conjura la radicalisation des Commissions. Les conséquences auraient pu être graves si l'incrustation du PCE n'avait été relative : d'un côté la représentation ouvrière se séparait des assemblées et échappait au contrôle de la base. Le rôle principal revint exclusivement aux soi-disant leaders. D'un autre côté, le mouvement ouvrier s'en tenait à une pratique légaliste, évitant autant que possible le recours à la grève, employée uniquement comme démonstration de force des dirigeants. La lutte ouvrière perdait le caractère anticapitaliste qu'elle avait récemment acquis. Finalement, comme l'orientation du mouvement était sous la tutelle des communistes, la lutte se dépolitisait. Les objectifs politiques cessaient d'être ceux du « socialisme » pour devenir ceux de la démocratie bourgeoise. Le coup était clair ; les « Commissions

ouvrier de prise de décision pouvait être neutralisé d'un seul coup par une commission qui ne rendait de comptes à personne. C'est ce qui est arrivé lors de la grève du bâtiment à Léon en septembre, qui s'était étendue à La Corogne et à Burgos. Lors d'autres conflits, des saboteurs expulsaient les syndicalistes des usines et la police s'en donnait alors à cœur joie²⁵. Le durcissement de la répression à l'encontre des ouvriers a été une des caractéristiques principales des débuts du gouvernement Suárez. Une répression ciblée, clairement dirigée contre les assemblées et qui prenait soin d'épargner les syndicalistes.

Le 9 septembre, une grève démarrait dans le bassin minier des Asturies. Trois jours plus tard, les petits ateliers métallurgiques de Sabadell se mettaient également en grève. Cette fois-ci, les ouvriers, qui dans leur majorité n'appartenaient à aucun syndicat, durent faire face au lock-out patronal, aux mesures de licenciement, à l'interdiction des assemblées et à la franche hostilité des Ccoo envers les piquets et la grève générale. De plus, la COS a maintenu à distance du conflit les ouvriers des grandes entreprises du secteur du métal (Seat, Pegaso, Hispano-Olivetti...). Torpillés par les « leaders » des Commissions qui avaient pris la tête de la commission de négociation, les ouvriers des petites entreprises métallurgiques tenaient quotidiennement d'énormes assemblées à l'église de Can Oriac, jusqu'à ce que la violence ahurissante de la police plombe le moral des grévistes. Après deux tentatives de journées d'action, la grève prit fin le 12 octobre. Ce fut un échec pour les assemblées, et il allait avoir des conséquences. Un bilan de 450 licenciés était à déplorer.

25 Les syndicalistes, dont le rôle de pompiers est déjà officieusement accepté par le pouvoir, sont expulsés de l'assemblée par des briseurs de grèves. Il ne reste plus alors que des ouvriers qui refusent le jeu de l'opposition démocratique : la police peut donc intervenir et taper sur tout ce qui bouge. Toutefois, ambivalence de la situation : les syndicalistes étaient souvent expulsés des assemblées non par des briseurs de grèves mais par les ouvriers en lutte eux-mêmes.

1 Parti Communiste Espagnol et Front de Libération Populaire. [NdT]

directement là où ses prédécesseurs réformistes n'avaient pas osé s'aventurer, en entamant le dialogue avec l'opposition. Il instaura le contact avec les socialistes, avec les nationalistes catalans et, via des intermédiaires, avec les communistes. Le 30 juillet, une amnistie était accordée. Celle-ci n'a ni libéré tous les prisonniers ni autorisé le retour des exilés, mais elle a permis à l'opposition, dirigeants inclus, d'apparaître en public. Les prisonniers de droit commun, complètement exclus de cette ouverture, se sont révoltés.

En août, le ministre des Relations syndicales s'est entretenu avec les dirigeants de l'UGT, de l'USO et des Commissions ouvrières. Il leur a promis la liberté syndicale, l'amnistie pour les travailleurs et la restitution des biens détenus par les CNS. Le délabrement du syndicat vertical s'accélérait et ses bureaucrates les plus utiles se sont répartis entre ces trois organisations. Les pourparlers se sont poursuivis en septembre et l'opposition s'est engagée – dans la mesure du possible – à freiner les grèves et les mobilisations. La légalisation des partis politiques était chose faite, bien que l'armée, réticente, ait conseillé de retarder celle du PCE, ce que les staliniens acceptèrent. L'animosité de l'armée était le grand argument dissuasif pour les réformateurs franquistes.

Dans les casernes, un certain malaise planait parmi les troupes, mais l'agitation ne fut pas suffisante. Toutefois, la hiérarchie militaire, voyant des conspirations partout, a accru sa surveillance. Suárez a pu compter sur le soutien sans faille de Carrillo, qui, par l'intermédiaire de l'avocat José Mario Armero, lui a accordé l'appui de son parti afin de geler les salaires et de bloquer les mobilisations. Il ne s'agissait pas d'une aide insignifiante, car on craignait en automne une répétition des mouvements de grève du début de l'année. Habituellement, le procédé consistait à permettre la tenue d'assemblées tout en constituant simultanément une commission de négociation. Ainsi, tout le système

Ouvrières » s'élevaient en interlocuteurs uniques du patronat dans les négociations, au mépris des travailleurs. Ce prétendu dialogue syndical n'était que le reflet du dialogue politico-institutionnel recherché par le PCE. Le réformisme stalinien ne triompha pas mais provoqua la division du mouvement ouvrier, entraînant la fraction la plus modérée et portée à l'embourgeoisement ; cependant, la conscience de classe s'était développée suffisamment pour que les secteurs ouvriers les plus avancés défendent tout d'abord à l'intérieur, et ensuite à l'extérieur des Commissions, des tactiques plus appropriées, donnant lieu à des organisations de base plus combatives appelées selon les endroits « commissions autonomes d'usine », « plateformes de commissions », « comités ouvriers » ou « groupes ouvriers autonomes ». Pour la première fois le mot « autonome » apparaissait dans la région de Barcelone pour souligner l'indépendance d'un groupe partisan de la démocratie directe des travailleurs face aux partis et à toute organisation avant-gardiste. En outre, les lacunes d'une loi ayant permis la création d'associations de riverains, la lutte se déplaça aux quartiers et entra dans la sphère de la vie quotidienne. De la même manière, dans les quartiers des faubourgs et les villages, l'alternative se posait entre rester dans le cadre institutionnel des associations ou organiser des comités de quartiers et aller à l'assemblée de quartier comme organe représentatif.

Le moment de l'autonomie

La résistance du régime franquiste à toute velléité réformatrice fit que les grèves à partir de celle du secteur de la construction à Grenade, en 1969, furent toujours sauvages et dures, dans l'impossibilité de se dérouler dans la légalité où voulaient les maintenir les staliniens. Les ouvriers anticapitalistes comprenaient, qu'au lieu de s'entasser aux portes de la CNS² en attendant les résultats des démarches des

2 Centrale Nationale de Syndicats (Central Nacional de Sindicatos), le syndicat vertical franquiste. [NdT]

faveurs du Saint-Siège et amorcer ainsi une sortie de l'isolement international.

représentants légaux, il fallait tenir des assemblées dans les usines mêmes, sur le chantier ou dans le quartier, et élire là leurs délégués, qui ne devaient pas être permanents, mais révocables à tout moment. Ne serait-ce que pour résister à la répression, un délégué devait durer entre deux assemblées, et un comité de grève, le temps d'une grève. L'assemblée était souveraine parce qu'elle représentait tous les travailleurs. La vieille tactique d'obliger le patron à négocier avec des délégués d'assemblées « illégaux », en étendant la lutte à toute la branche productive ou en transformant la grève en une grève générale grâce aux « piquets », c'est-à-dire, l'« action directe », faisait de plus en plus d'adeptes. Avec la solidarité, la conscience de classe progressait, tandis que les manifestations confirmaient ce progrès de plus en plus scandaleux. Les ouvriers n'avaient plus peur de la répression et l'affrontaient dans la rue. Chaque manifestation était non seulement une protestation contre le patronat, mais, prenant la forme d'une altération de l'ordre public, c'était une remise en cause politique de l'État, de son pouvoir et de son autorité. Maintenant, le prolétariat s'il voulait avancer, devait se séparer de tous ceux qui parlaient en son nom – qui avec l'apparition des groupes et partis à la gauche du PCE étaient légion – et cherchaient à le contrôler. Il devait « s'auto-organiser », à savoir, « conquérir son autonomie », comme on disait en Mai 68 et rejeter les prétentions dirigeantes que s'attribuaient le PCE et le reste des organisations léninistes. On commença alors à parler de l'« autonomie prolétaire », de « luttes autonomes », en entendant par là les luttes réalisées en marge des partis et syndicats, et celles de « groupes autonomes », des groupes de travailleurs révolutionnaires menant une activité pratique autonome au sein de la classe ouvrière dont l'objectif évident était de contribuer à sa « prise de conscience ». Mises à part les distances historiques et idéologiques, les groupes autonomes ne pouvaient que ressembler aux groupes d'« affinité » de l'ancienne FAI, celle d'avant 1937. Sauf que les « syndicats uniques » dans lesquels ceux-ci agissaient alors n'étaient ni possibles, ni désirables.

Personne n'était satisfait de la situation politique. Le mouvement de décembre-mars, qui refusait que les travailleurs paient les pots cassés de l'économie et qui mettait en pratique la démocratie directe par l'intermédiaire des assemblées, avait débordé à la fois la dictature et l'opposition, qui se retrouvaient ainsi réunies du même côté de la barricade. Le franquisme à l'agonie ne pouvait se permettre le luxe d'avoir une opposition, et l'opposition ne pouvait se permettre celui de lutter contre la réforme franquiste. Carrillo, le secrétaire du PCE, parlait déjà d'une « rupture négociée » (*ruptura pactada*). L'opposition, et avant tout le PCE, avait bien compris qu'elle n'obtiendrait pas le pouvoir en étant reconnue par la classe ouvrière, mais en étant reconnue comme interlocutrice par l'appareil franquiste. Le contexte international était favorable, les États-Unis étaient neutres. L'opposition s'est alors transformée en parti de l'ordre. C'était une nécessité pour combler la vacance du pouvoir survenue dans les usines et dans la rue. Toutefois, le vieux régime était dans un état de décomposition politique tel qu'il était incapable d'avancer ses pions.

Le 1er juillet 1976, Arias Navarro démissionnait et les réformateurs, devant cet échec, se retrouvaient mis à l'écart. Il fut remplacé par le dernier chef du Mouvement national, parti unique depuis dix-huit ans, Adolfo Suárez, qui n'avait pas spécialement d'antécédents réformistes. Ceux qui l'ont choisi – on a dit à l'époque qu'il avait bénéficié du soutien du secteur financier – lui ont donné pour mission de créer un « nouveau cadre démocratique » afin de mettre un terme aux grèves et d'empêcher la faillite économique. Suárez forma un gouvernement avec Osorio, un autre réformiste, et avec ses amis catholiques de l'Acnp²⁴. Apparemment sans tabous, il a est allé

24 Il s'agit de l'Association catholique nationale des propagandistes (*Asociación Católica Nacional de Propagandistas*). Fondée en 1909, elle a pour but la propagation du catholicisme par l'accession de ses membres à des fonctions politiques. Incarnant la tendance nationale-catholique du régime, d'abord mise en retrait en raison de l'importance des phalangistes, elle a gagné en influence quand Franco a choisi de s'appuyer sur le secteur catholique pour obtenir les

l'article concernant l'interdiction des licenciements, responsable de tant de grèves de solidarité, déclencha la colère des chefs d'entreprise, qui se retrouvaient dépourvus de leur arme principale contre les grèves. Celles-ci, malgré les événements de Vitoria, continuaient.

Pour reprendre le contrôle de la rue, le gouvernement dut une nouvelle fois déclarer l'état d'exception, ce qui n'a pas semblé déranger beaucoup l'opposition. Début mai, Fraga s'entretint avec Felipe González, le secrétaire du Psoe, et le gouvernement a alors approuvé la proposition de réforme syndicale formulée par Martín Villa, qui suivait les principes de l'OIT²². Une fenêtre vers le syndicalisme « libre » était ouverte. La tolérance du régime envers la COS était insolente : alors que les ouvriers tenant des assemblées étaient taxés de provocateurs par les syndicalistes et poursuivis par la police, l'UGT « clandestine » tenait ouvertement ce même mois un congrès en vue de sa reconstruction, avec l'autorisation de Fraga, celui-là même qui avait donné l'ordre de tirer sur les travailleurs de Vitoria. Dans les mois qui suivirent, les manifestants arrêtés qui n'étaient pas en possession d'une carte syndicale étaient prioritairement retenus dans les commissariats ou les prisons. À leur tour, des branches des Commissions ouvrières contrôlées par les partis gauchistes intégraient ce processus de discipline stalinienne (en juin, ils s'unirent avec la Cone et la Ceco et, peu avant, les « secteurs » des Ccoo sous l'influence du parti Bandera Roja²³ s'étaient pliés à l'autorité de la Commission nationale ouvrière de Catalogne). Mais, en même temps, d'autres quittaient ce processus : le 11 juillet, lors de l'assemblée générale des Commissions ouvrières à Barcelone, une tendance, qui plus tard a formé les Syndicats unitaires, s'est séparée lorsqu'a été adoptée la résolution de former un syndicat à part plutôt que de fusionner les directions des Commissions ouvrières, de l'UGT et de l'USO.

22 Organisation internationale du travail : agence de l'ONU spécialisée dans le droit du travail.

23 Bandera Roja : parti marxiste-léniniste maoïste, né en 1970 à Barcelone d'une scission du Psuc.

Au début des années soixante-dix, le processus d'industrialisation entrepris par les technocrates franquistes s'acheva avec pour résultat non désiré la cristallisation d'une nouvelle classe ouvrière de plus en plus convaincue de ses possibilités historiques et disposée à se battre. Sa peur du prolétariat poussait le régime franquiste à l'autoritarisme perpétuel contre lequel conspiraient même les nouvelles valeurs bourgeoises et religieuses. La mort du dictateur relâcha la répression juste assez pour que se déclenche un processus imparable de grèves dans tout le pays. Le réformisme syndical stalinien fut complètement débordé. Les assemblées tenues continuellement dans le but de résoudre les problèmes réels des travailleurs dans l'entreprise, le quartier et même chez eux en accord avec leurs intérêts de classe les plus élémentaires, n'avaient devant elles aucun appareil bureaucratique qui les freine. Les délégués de Commissions et les responsables communistes n'étaient tolérés que dans la mesure où ils ne gênaient pas, se voyant obligés à fomenter les assemblées s'ils voulaient exercer le moindre contrôle. Les masses travailleuses commençaient à être conscientes de leur rôle de sujet principal dans le déroulement des événements et rejetaient une réglementation politico-syndicale des problèmes qui concernaient leur vie réelle. En 1976, les idées d'auto-organisation, d'autogestion généralisée et de révolution sociale pouvaient facilement revêtir une expression de masses immédiate. Aussi, les voies qui conduisaient à celles-ci restaient ouvertes. La dynamique sociale des assemblées poussait les ouvriers à prendre en main toutes les affaires qui les concernaient, en commençant par celle de l'autonomie. De nombreux conseils d'usines se constituèrent, connectés aux quartiers. Ce mode d'action autonome qui poussait les masses à sortir du milieu du travail et à fouler des terres qui paraissaient jusqu'alors étrangères dûnt causer une véritable panique dans la classe dominante, étant donné qu'elle mitrailla les ouvriers à Vitoria, liquida le processus de réforme continuiste du franquisme, supprima le syndicat vertical avec les Commissions à l'intérieur et légalisa les partis et syndicats. Le Pacte de La Moncloa de

tous les partis et syndicats fut un pacte contre les assemblées. Nous ne nous attarderons pas à narrer les péripéties du mouvement assembléiste, ni à compter le nombre d'ouvriers tombés ; il suffit d'affirmer que le mouvement fut vaincu en 1978 après trois années d'âpres combats. Le statut des travailleurs promulgué par le nouveau régime « démocratique » en 1980 condamna légalement les assemblées. Les élections syndicales fournirent un contingent de professionnels de la représentation qui avec l'aide d'assembléistes accommodants se saisirent de la direction des luttes. Cela ne veut pas dire que les assemblées disparurent, ce qui disparut réellement ce fut leur indépendance et leur capacité défensive, et cet égarement fut suivi d'une dégradation irréversible de la conscience de classe que même la résistance à la restructuration économique des années quatre-vingt ne put arrêter.

Autonomie et conseils ouvriers

La théorie qui pouvait servir le mieux l'autonomie ouvrière n'était pas l'anarcho-syndicalisme mais la théorie conseilliste. En effet, la formation de « syndicats uniques » correspondait à une phase complètement dépassée du capitalisme espagnol dans laquelle prédominait la petite entreprise et où une majorité paysanne subsistait en marge. Le capitalisme espagnol était alors en expansion et le syndicat était un organisme prolétaire éminemment défensif. Ceux qui connaissent l'histoire préalable à la guerre civile savent les problèmes que causa la mentalité syndicale lorsque les ouvriers eurent à se défendre contre le terrorisme patronal en 1920-24, ou quand ils durent résister aux organismes étatiques corporatifs que la dictature de Primo de Rivera voulut implanter ; et aussi durant la période 1931-33, quand les ouvriers essayèrent de passer à l'offensive par des insurrections. Organiser des syndicats, même « uniques », en 1976 avec un capitalisme développé et en crise, signifiait intégrer les travailleurs dans un marché du travail à la baisse. Prolonger la tache des Commissions Ouvrières dans le

renseignement du gouvernement et de l'armée étaient convaincus qu'une insurrection ouvrière était sur le point d'éclater. Le Pays basque était complètement paralysé et dans un état de tension extrême : il était temps d'appeler à la grève générale dans toute l'Espagne, mais les ouvriers de Vitoria, fatigués et sonnés par la répression, ont préféré reprendre le travail à partir du 14 mars, laissant ainsi croupir en prison leurs meilleurs compagnons, inculpés pour sédition et livrés par conséquent à la merci des tribunaux militaires.

Les staliniens ont mieux compris que les ouvriers le potentiel révolutionnaire de la situation, et ils se sont employés corps et âme à le neutraliser. La première étape a consisté en l'unification – au sein d'une Coordination démocratique – des organismes politiques unitaires du PCE, du Psoe, de la Démocratie chrétienne, de la Junta et de la Plataforma, auxquels se sont ajoutés les partis gauchistes. En parallèle, ils ont renoncé à transformer les structures corporatistes fascistes et ont créé en avril la Coordination des organisations syndicales (COS) – comme l'avait proposé l'UGT en février –, dans le but de combattre sans relâche la démocratie directe qui s'exprimait dans les assemblées. De son côté, le gouvernement était convaincu qu'en l'absence de prédominance des centrales syndicales illégales et des partis d'opposition la situation serait pire, mais les pressions de l'armée après les événements de Vitoria ont empêché cette nécessaire convergence. L'opposition a répondu le 29 mars par un manifeste refusant la réforme politique du gouvernement. Néanmoins, l'entente entre le gouvernement Arias et l'opposition était indéniable. Le 8 avril, la loi sur les relations professionnelles (ley de relaciones laborales) était promulguée. Elle accordait la semaine de quarante-quatre heures, le congé le samedi après-midi et vingt-cinq jours de vacances par an, ce qui avait déjà été obtenu par la lutte dans de nombreuses conventions collectives. Mais elle ignorait le « droit de tenir des assemblées » revendiqué par des milliers de grévistes. Les concessions étaient réduites au strict minimum de ce qui pouvait être obtenu dans de telles circonstances. Toutefois,

véritables représentants du mouvement désignés en assemblée, aucun licenciement et aucune arrestation. Ce dernier point était le plus important, car une victoire provisoire pouvait signifier une sérieuse déroute à l'avenir si l'on ne tenait pas compte des représailles. C'est-à-dire si la solidarité, point fort mais talon d'Achille du prolétariat, était brisée.

La Coordination ouvrière de Vitoria s'est transformée en Coordination des commissions représentatives, un authentique conseil ouvrier. La lutte se déroula sur fond d'assemblée permanente jusqu'au moment où, confrontés au refus des patrons de reconnaître les commissions représentatives, les ouvriers descendirent dans la rue. Quelques entreprises finirent par reconnaître les délégués ouvriers comme interlocuteurs, alors que d'autres les dénonçaient à la police. Pendant la seconde moitié de février, une grève générale éclata : la libération des détenus fut obtenue. Après une autre mobilisation en solidarité avec les licenciés qui eut moins de succès, les assemblées décidèrent d'une troisième grève générale pour le 3 mars. Ce jour-là, la ville se réveilla complètement paralysée. Lorsque les ouvriers se sont dirigés vers l'église de San Francisco, dans le quartier de Zaramaga, la police est intervenue avec une brutalité extrême, matraquant la foule et tirant des grenades de gaz lacrymogène. Les forces de l'ordre ont finalement reçu l'ordre de tirer à balles réelles et le bilan fut lourd : quatre morts et plus de cent blessés, dont un devait succomber quelques jours plus tard. Alors que la stupeur s'emparait de toute la classe ouvrière, la police reprenait le contrôle de Vitoria. Le 8 mars, la grève générale était déclarée dans tout le Pays basque et la Navarre. À Basauri, dans une autre zone industrielle où des commissions représentatives avaient vu le jour, la police tua un ouvrier. Le gouvernement et son ministre de l'Intérieur, Fraga, étaient décidés à en finir avec le « soviet » de Vitoria et avec l'« anarchie » qui régnait dans les usines. Aussi interdit-il expressément toutes les réunions et il fit arrêter les ouvriers qui s'étaient le plus distingués lors des assemblées. Les services de

franquisme. Le syndicalisme, même s'il s'appelait révolutionnaire, n'avait pas d'autre option que d'agir comme tendance minoritaire dans le capitalisme sur la défensive. L'« action directe », la « démocratie directe » n'étaient plus possibles à l'ombre des syndicats. Les conditions modernes de lutte exigeaient une autre forme d'organisation en accord avec les temps nouveaux parce que, face à une offensive capitaliste paralysée, le prolétariat devait passer à l'attaque. Les assemblées, les piquets et les comités de grève étaient les organes unitaires adéquats. Ce qui leur manquait pour arriver aux Conseils Ouvriers, c'était une coordination plus grande et plus stable et la conscience de ce qu'ils étaient en train de faire. Ce fut atteint à certains moments, comme à Vitoria, à Elche, à Gava... mais ce ne fut pas suffisant. Dans quelle mesure la théorie conseilliste, en tant qu'expression théorique la plus réelle du mouvement ouvrier, servit-elle en lui indiquant le chemin à ce que « la classe appelée à l'action » prenne conscience de la nature de son projet ? Très petitement.

La théorie des Conseils eut beaucoup plus de pratiquants inconscients que de partisans. Les assemblées et les comités représentatifs étaient des organes spontanés de lutte encore sans pleine conscience d'être en même temps des organes effectifs de pouvoir ouvrier. Avec l'extension des grèves, les fonctions des assemblées s'étendaient et touchaient des questions en dehors du travail. Le pouvoir des assemblées affectait toutes les institutions du Capital et de l'État, y compris les partis et syndicats, qui travaillaient conjointement à le désactiver. Il semble que les seuls à ne pas s'en rendre compte furent les ouvriers eux-mêmes. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux assemblées » signifiait soit aucun pouvoir aux partis, aux syndicats et à l'État, ou il ne signifiait rien. Ne se posant pas sérieusement les questions que son propre pouvoir soulevait, l'offensive ouvrière n'arrivait pas à se réaliser. Les travailleurs pouvaient à moindre effort renoncer à leur antisindicalisme primaire et se servir des intermédiaires habituels entre Capital et Travail, les syndicats. En

l'absence de perspectives révolutionnaires, les assemblées finissaient par être inutiles et ennuyeuses, et les Conseils Ouvriers non viables. Le système de Conseils ne fonctionne que comme forme de lutte d'une classe ouvrière révolutionnaire, et en 1978 la classe tournait le dos à une deuxième révolution.

Les mauvaises autonomies

Une énorme erreur stratégique qui contribua assurément à la défaite fut la décision de la plupart des activistes autonomes des usines et des quartiers de participer à la reconstruction de la CNT avec la naïve conviction de créer une structure permettant d'agglutiner tous les anti-autoritaires. Une grande quantité de travail collectif de coordination s'évapora. L'expérience se révéla très rapidement être un échec mais le prix payé en termes de démobilisation fut élevé. La CNT tenta de syndicaliser l'assembléisme ouvrier de différentes manières selon les fractions dont il s'agissait, contribuant ainsi à son asphyxie. L'ouvriérisme obtus apporta lui aussi son grain de sel à cette défaite. Il se manifesta dans la tendance « pour l'autonomie de classe », en faveur de la collaboration avec les syndicats et pour acculer les assemblées sur le terrain syndical des revendications partielles séparées. Le dernier cri de cette ligne militante fut l'autogestion de la misère (transformation d'usines en faillite en coopératives, candidatures électorales « autonomes », représentation « mixte » assemblée-syndicat, langage conciliateur, tolérance envers la religion, etc.). Il est propre aux temps où les révolutionnaires ont raison que les plus grands ennemis du prolétariat se présentent comme partisans des assemblées pour mieux les saboter. Ce fut le cas de douzaines de groupuscules et « mouvements » pseudo autonomes et pseudo conseillistes qui aspiraient à jouer le rôle de médiateurs entre les ouvriers des assemblées et les syndicats. Cependant, l'autonomie « à l'italienne » eut peu d'influence car son importation

commission représentative et exigèrent la démission des délégués syndicaux. Plusieurs usines profitèrent de l'occasion pour poser leurs propres revendications et désigner des commissions représentatives. Le 3 février, une assemblée de délégués issus des commissions représentatives et de l'assemblée des chômeurs se tint. Pour gagner, les patrons eurent recours à une ruse : ils acceptèrent, sans les négocier, les hausses de salaires exigées dans le seul but de forcer un retour au travail et d'isoler les ouvriers les plus combatifs, qui furent pour la plupart licenciés. La satisfaction des revendications économiques de la grève a ainsi signifié l'affaiblissement du mouvement ouvrier à un moment crucial.

En Biscaye, le mouvement de grève a éclaté en décembre 1975 chez deux sous-traitants de la centrale nucléaire de Lemoiz. Le blocage s'est étendu à d'autres sous-traitants, puis aux grandes usines de l'embouchure du Nervion, avec à la tête du mouvement les ouvriers de l'usine Altos Hornos. Deux formes de luttes se sont vite distinguées. D'un côté, celle des sous-traitants, à travers des comités de grève élus en assemblée, qui se sont unis en un seul comité. De l'autre, celle des grandes usines, où l'influence des grandes centrales telles que les Commissions et l'UGT était importante, par le biais des délégués syndicaux et du syndicat vertical. Dans ces usines, il n'y avait ni comité de grève, ni assemblée, ni plateforme revendicative commune. Pire, toutes les tentatives de former un organisme de coordination ou un « comité central de grève » échouèrent.

En Alava, les choses se sont déroulées différemment. L'entreprise Forjas Alavesas se mit en grève le 9 janvier 1976 et dix autres entreprises du secteur métallurgique lui emboîtèrent le pas. Comme à Valladolid, les ouvriers tinrent des assemblées pour désigner des commissions représentatives et exiger la démission des délégués syndicaux et des membres du comité d'entreprise. Puis ils formulèrent des revendications communes, semblables à celles des autres grévistes du pays : dépassement des plafonds salariaux, négociation avec les

Llobregat. Les manifestations des travailleurs furent un fiasco. Non seulement elles ne convergèrent pas mais, vulnérables, elles furent facilement dispersées. Les staliniens avaient atteint leur objectif : entamer le dialogue. La grève était devenue gênante, aussi appelèrent-ils unilatéralement à la reprise du travail le 28 novembre, sans se préoccuper des licenciements et en laissant des revendications en suspens. Ces événements laissèrent les ouvriers décontenancés et éreintés : c'est le prix à payer quand on se fie à des « leaders » si abjects et à de si piètres compagnons de route.

Mais le mouvement gréviste ne s'est pas arrêté là. Il s'est simplement déplacé à l'autre bout de Barcelone, où la répression violente d'une manifestation d'instituteurs, de parents d'élèves et d'enfants à Sabadell entraîna une grève générale dans le Vallès, relayée par celle de l'usine Bultaco, des secteurs de la chimie, de l'enseignement et du bâtiment dans des villes telles que Vic, Tarrasa ou Badalona. Le recours à des délégués représentant des professions, des sections ou des zones confirmait la faillite des « candidatures unitaires et démocrates », bien que la naïveté des ouvriers face aux staliniens facilitât les manœuvres de ces derniers. Aucune tendance autonome et radicale n'est parvenue à tenir la route et à clarifier la stratégie de la classe ouvrière, et ce malgré l'existence de nombreux groupes autonomes et une ambiance propice à l'auto-organisation. La confusion ne s'est donc pas dissipée, au grand dam des ouvriers autonomes.

Entre janvier et février 1976, des grèves organisées en assemblées ont éclaté dans toute la péninsule, essentiellement dans le secteur du bâtiment : à Tarragone, Valence, Cordoue, Séville, Cadix, Vigo, Carthagène, Badajoz, dans les Asturies, en Navarre... Le conflit du chantier d'Astano à El Ferrol a duré l'année entière. Le 24 février, lors d'une mobilisation autour de la convention collective dans l'industrie de la chaussure, la police tua un jeune ouvrier à Elda (Alicante). À Valladolid, la grève toucha le secteur du bâtiment le 22 janvier. Les ouvriers, réunis en assemblée générale, désignèrent une

comme idéologie léninistoïde arriva à la fin de la période assembléiste et l'intoxication eut lieu *post festum*.

En réalité, ce qu'on importa ne furent pas les pratiques du mouvement de 1977 dans plusieurs villes italiennes baptisé Autonomia Operaia, mais la partie la plus retardataire et spectaculaire de cette « autonomie », celle qui correspondait à la décomposition du bolchevisme milanais – Potere Operaio – et particulièrement les masturbations littéraires de ceux qui furent désignés par la presse comme les leaders, à savoir, Negri, Piperno, Scalzone... En résumé, très peu de groupes furent conséquents dans la défense active de l'autonomie ouvrière mis à part les Travailleurs pour l'Autonomie Prolétaire (conseillistes libertaires), quelques collectifs d'usine (par exemple, ceux de FASA-Renault, ceux de Roca radiateurs, les arrimeurs du port de Barcelone...) et les Groupes Autonomes. Attardons-nous sur ces derniers.

L'autonomie armée

L'organisation « 1000 » ou « MIL » (Mouvement Ibérique de Libération) pionnière à bien des égards, se dénomma elle-même « Groupes Autonomes de Combats » (GAC) en 1972. La lutte armée débuta dans l'intention de soutenir la classe ouvrière pour la radicaliser, et non pas pour s'y substituer. C'est aussi en ce sens que se considérèrent « autonomes » les groupes qui se coordonnèrent en 1974 pour soutenir et libérer les prisonniers du MIL – que la police dénomma OLLA – ainsi que les groupes qui continuèrent en 1976, et après un débat dans la prison de Ségovie adoptèrent le nom de « Groupes Autonomes » ou GGAA (en 1979). Sans vouloir donner de leçon après coup, nous ferons cependant remarquer que le fait de se considérer comme une partie de l'embryon de la future « armée de la révolution » ou comme la « fraction armée du prolétariat révolutionnaire » était quelque chose non seulement de critiquable, mais aussi de faux en soi. Tous les groupes, qu'ils

pratiquent ou non la lutte armée, étaient des groupes séparés qui ne représentaient personne d'autre qu'eux-mêmes, c'est ce que signifie réellement être « autonomes ». Une autonomie qui, soit dit en passant, devait être mise en doute puisqu'il existait au sein du MIL une spécialisation des tâches qui divisait ses membres en théoriciens et activistes. Le prolétariat se représente lui-même comme classe à travers ses propres organes. Et il ne s'arme jamais que quand cela lui est nécessaire, quand il se dispose à détruire l'État. Par contre, ce n'est alors pas une fraction qui s'arme mais toute la classe, formant ses milices, « le prolétariat en armes ». L'existence de groupes armés, y compris au service des grèves sauvages, n'apportait rien à l'autonomie de la lutte dans la mesure où il s'agissait de gens en marge de la décision collective et hors du contrôle des assemblées. Ils constituaient un pouvoir séparé et, plutôt qu'une aide, un danger s'ils étaient infiltrés par quelque indicateur ou provocateur. Dans la phase où en était la lutte, les piquets étaient suffisants. L'identification entre lutte armée et radicalisation était abusive. La pratique la plus radicale de la lutte des classes n'était pas les expropriations ou les pétards dans les entreprises ou les bureaux d'organismes officiels. Ce qui était réellement radical, c'était ce qui aidait le prolétariat à passer à l'offensive : la généralisation de l'insubordination contre toute hiérarchie, le sabotage de la production et de la consommation capitaliste, les grèves sauvages, les délégués révocables, la coordination des luttes, leur autodéfense, la création de moyens d'information spécifiquement ouvriers, le rejet du nationalisme et du syndicalisme, les occupations d'usines et de bâtiments publics, les barricades... La contribution des groupes mentionnés à l'autonomie du prolétariat était limitée par leur position volontariste dans la question des armes.

Dans le cas particulier des Groupes Autonomes, il est certain qu'ils désiraient se placer à l'intérieur des masses et qu'ils recherchaient leur radicalisation maximale, mais les conditions de clandestinité qu'imposait

pouvoir spécifiquement ouvriers, qu'il ne se transforme en mouvement socialisateur révolutionnaire (movimiento socializador revolucionario), le présentant comme un « mouvement pour les libertés ». Selon leurs plans, le mouvement ouvrier devait se débarrasser de son contenu de classe et adopter un langage bourgeois comme celui du PCE, des Commissions ou du Psoc. Les socialistes, récemment organisés et abondamment financés par la social-démocratie allemande, avaient proposé de substituer la représentation directe des ouvriers par des comités syndicaux composés de l'UGT²⁰, de l'USO et des Ccoo.

En marge des événements madrilènes, le 11 novembre 1975, un conflit avait éclaté à l'usine Laforsa dans le Baix Llobregat. En solidarité avec un de leurs camarades licencié pour avoir haussé le ton contre un chef, les ouvriers avaient débrayé. En réaction, la direction avait procédé à de nouveaux licenciements. Les ouvriers étaient alors allés d'usine en usine pour parler de leur situation, avant de s'enfermer dans une église. Plusieurs usines avaient tenu des assemblées pour discuter de cette affaire et, le 13 janvier, une multitude d'ouvriers se rassembla aux alentours de la paroisse. La police intervint violemment et écrasa un travailleur, grièvement blessé. En réponse, plusieurs entreprises se mirent en grève, ce qui provoqua encore de nouveaux licenciements. Finalement, la classe ouvrière du Baix Llobregat dans son ensemble proclama la grève générale, la troisième de son histoire. Les militants des Commissions se trouvaient confrontés à un grave problème : ils ne voulaient pas la grève mais ne pouvaient pas la fuir. Ils se démenèrent donc, lors des assemblées régionales, pour que les manifestations soient les plus petites possibles et dépourvues de piquets d'autodéfense. Deux directions agissaient en parallèle : les assemblées et l'intersyndicale. Cette dernière désigna une commission ouvrière de négociation avec pour objectif de s'entretenir avec le gobernador civil²¹, un « démocrate » de la dernière heure, ainsi qu'avec une commission patronale du Baix

20 Union générale des travailleurs, syndicat historique inféodé au Parti socialiste.

21 Équivalent du préfet.

Coslada, Parla, Torrejón, San Fernando, Alcalá de Henares, Vallecas, Alcobendas, San Sebastián de los Reyes, etc. Au total, 800 000 travailleurs y participèrent et la hausse des salaires obtenue avoisina les 40 %. Cette hausse doit toutefois être considérablement relativisée par la dévaluation de la peseta¹⁹. Dans certaines usines, l'abstention lors des précédentes élections syndicales favorisait l'apparition de commissions de gestion et de comités de grève désignés directement par les assemblées. Dans d'autres, c'était la dynamique de lutte même qui débordait les structures du syndicat vertical et qui imposait la démocratie directe. La grande majorité des délégués n'appartenait à aucun parti ou syndicat. Le mouvement s'invita à Madrid par l'intermédiaire de la grève du métro, suivie dans la foulée par les secteurs du bâtiment, des banques, des télécoms, de la poste, des assurances, de l'enseignement, etc., jusqu'à déboucher sur la grève générale sans qu'il ait été nécessaire d'y appeler. Des militaires furent déployés dans le métro et à la poste.

Les objectifs du PCE ne consistaient pas à affaiblir le système mais à le forcer à négocier, aussi cherchait-il à ce que le critère de la négociation prévale sur celui de la mobilisation. Le contrôle sur le prolétariat était son atout majeur et, à vrai dire, le seul. Secondés par les partis gauchistes et par leurs alliés à l'intérieur de la bureaucratie verticale, les staliniens tentaient de transformer l'Organisation syndicale du régime en appareil d'encadrement de toute la classe ouvrière, mais le développement en assemblée de la démocratie ouvrière dynamitait le rôle du syndicat vertical et ruinait ses plans. Ils n'eurent donc aucun scrupule à dissoudre le Comité intersyndical de grève, formé après la grève du métro, lorsque celui-ci décida de s'élargir en intégrant des délégués nommés en assemblée. Ils n'en eurent pas eu davantage à liquider la grève du bâtiment alors que le sort de licenciés et de détenus était encore en jeu. De manière générale, ils agissaient de façon à éviter que le mouvement de grève ne débouche sur la formation d'organes de

la lutte armée les éloignaient de celles-ci. Ils étaient pleinement lucides quant à ce qui pouvait servir à l'extension de la lutte des classes, c'est-à-dire, quant à l'autonomie prolétaire. Ils connaissaient l'héritage de Mai 68 et condamnaient toute idéologie comme élément de séparation, y compris l'idéologie de l'autonomie, puisque dans les périodes ascendantes les ennemis de l'autonomie sont les premiers à se déclarer pour l'autonomie. D'après un de leurs communiqués, l'autonomie du groupe était simplement « une pratique commune fondée sur un accord minimum pour passer à l'action, mais aussi une théorie autonome correspondant à notre manière de vivre, de lutter, et à nos besoins concrets ». Ils en arrivèrent au point de s'enlever le L de libertaires³ pour éviter d'être étiquetés et de tomber dans l'opposition spectaculaire anarchisme-marxisme. Ainsi que pour ne pas être récupérés en tant qu'anarchistes par la CNT, une organisation qu'ils considéraient, parce qu'elle était syndicale, comme bureaucratique, intégratrice et favorable à l'existence du travail salarié et par conséquent, du capital. Ils n'avaient pas vocation à la permanence comme les partis parce qu'ils rejetaient le pouvoir ; tout groupe réellement autonome s'organisait pour des tâches concrètes et se dissolvait quand ces tâches s'achevaient. La répression mit brutalement fin à leur existence mais leur pratique s'avère exemplaire, tant par ses succès que par ses erreurs, et par conséquent, pédagogique.

3 En 1978, suite à une série d'arrestations à Madrid, Barcelone et Valence de personnes accusées de braquages, d'attentats et de détention d'armes et d'explosifs, la police créa pour l'occasion le nom de Groupes Autonomes Libertaires (GAL). Ces prisonniers reprirent ensuite ce nom avant de le transformer en 1979 en Groupes Autonomes (GA). [NdT]

19 Peseta : monnaie espagnole avant l'euro.

La technique autonome

Il y a un abîme entre les milieux prolétariens des années soixante et soixante-dix et le monde technicisé et globalisé. Nous vivons une réalité historique radicalement différente créée sur les ruines de l'antérieure. Le mouvement ouvrier s'est volatilisé, et pour cela parler d'« autonomie », ibérique ou non, n'a pas de sens si nous essayons par là de nous rallier à une figure inexistante du prolétariat et d'édifier sur celle-ci un programme d'action fantasmagorique, basé sur une idéologie faite de bribes d'autres. Dans le pire des cas, cela signifierait la résurrection du cadavre léniniste et de l'idée d'« avant-garde », ce qu'il y a de plus contraire à l'autonomie. Il ne s'agit pas non plus de se distraire dans le cyber-espace, ni dans le « mouvement des mouvements », en exigeant la démocratisation de l'ordre établi moyennant la participation à ses institutions des prétendus représentants de la société civile. Il n'y a pas de société civile ; cette « société » se trouve divisée en ses composants de base, les individus, et ceux-ci ne sont plus seulement séparés des résultats et des produits de leur activité, mais les uns des autres. Toute la liberté que la société capitaliste puisse offrir repose non pas sur l'association entre individus autonomes mais sur leur séparation et dépossession la plus complète, de façon à ce qu'un individu ne découvre pas chez un autre un soutien à sa liberté mais un concurrent et un obstacle. Cette séparation finit par être consommée par la technique digitale en tant que communication virtuelle. Les individus dépendent alors absolument des moyens techniques pour se mettre en rapport. Cependant, ce qu'ils obtiennent n'est pas un contact réel mais une relation éthérée. À la limite, les individus accros aux appareils sont incapables d'avoir des rapports directs avec leurs semblables. Les technologies de l'information et de la communication ont mené à bien le vieux projet bourgeois de la séparation totale des individus entre eux. Elles ont alors créé l'illusion d'une autonomie individuelle grâce au fonctionnement en réseau qu'elles ont permis. D'un côté, elles créent un

– l'inflation a atteint cette année-là 20 % –, par le chômage, qui commençait à être notable, et par l'évasion de capitaux. Certaines entreprises se déclaraient en difficulté. Le gouvernement Arias voulut alors imposer des plafonds aux ouvriers en promulguant en décembre un décret gelant les salaires, ce qui fut à l'origine du plus fort mouvement de grève de l'histoire.

Fin 1975, la forte conscience de classe s'est immédiatement traduite en actes. Au cours de l'année 1976, on a dénombré plus de 40 000 grèves qui ont concerné environ 3 millions de travailleurs. Dans certaines provinces, comme celle de Barcelone, la moitié de la population active s'est retrouvée à un moment ou à un autre en grève. Les formes de lutte mises en pratique reposaient sur un système généralisé d'assemblées et cela s'est avéré décisif. À tel point que les nombreux ennemis des assemblées ont dû y participer pour pouvoir les liquider. Tout a commencé à Madrid, où les chefs d'entreprise se servirent du décret sur le gel des salaires pour éviter de négocier les conventions collectives. Cette posture engendra immédiatement des grèves. Ce furent d'abord les usines situées le long de la route de Toledo qui arrêterent le travail, notamment celles qui préparaient la convention des travailleurs de la métallurgie. L'épicentre du mouvement se situait dans l'entreprise Intelsa, à Getafe, où les assemblées de section, assemblées générales et assemblées de délégués obtinrent, outre la satisfaction de leurs revendications, l'élargissement de leur sphère d'influence par une utilisation intelligente des piquets de grève. Les grévistes devaient non seulement faire face aux propriétaires des entreprises, mais aussi à l'appareil vertical secondé par les Commissions, pour qui le pouvoir décisionnaire devait revenir aux délégués et aux membres du comité d'entreprise affiliés au syndicat vertical, ainsi qu'aux comités de grève autodésignés par les CNS.

En janvier 1976, les grèves se généralisaient sur toute la ceinture industrielle de Madrid, dans les villages traversés par les routes nationales : Getafe, Villaverde, Leganés, Pinto, Fuenlabrada, Móstoles,

verticale des Commissions. Elles préparèrent la vague de grèves du mois de décembre.

Franco mourut le 20 novembre, et la monarchie fut proclamée dans la foulée. Le premier gouvernement fut présidé par Arias Navarro, le successeur de Carrero. Proche de l'extrême droite, il fut maintenu à ce poste afin de contrecarrer la politique prétendument réformiste du pouvoir exécutif¹⁸. Une grâce partielle permit aux inculpés du procès 1001 de sortir de prison, et ainsi le projet stalinien de créer un contingent de leaders pour les Commissions se concrétisa. La situation de révolte dans les usines avait forcé les patrons, le syndicat vertical, les franquistes réformateurs et l'opposition à se rapprocher, sans que cela ne débouche sur quelque chose de tangible. À la crise politique permanente venait s'ajouter la crise économique. Il ne s'agissait pas de la fin du « modèle de développement économique franquiste », étant donné que ce modèle restera en vigueur pendant la bien nommée Transition* et même après. La crise était une conséquence de la hausse des prix du pétrole survenue en 1973. En Espagne, où l'économie était dépendante des combustibles, les retombées ont commencé à se faire sentir dès 1974. L'État, croyant que cette crise serait passagère, a subventionné les prix du carburant, ce qui eut pour effet de vider ses caisses. Le déficit de la balance commerciale ne cessait d'augmenter, l'expansion industrielle touchait à sa fin, et l'afflux des capitaux étrangers s'est tari. Dans certains secteurs de la production (sidérurgie, construction navale, textile), il y avait surproduction du fait de la concurrence d'autres pays qui avaient également développé leur industrie. Les grèves, en débouchant souvent sur des accords qui dépassaient les maximums fixés par le gouvernement, empêchaient toute politique d'ajustement. Les capitalistes réagissaient aux pertes de gains par l'augmentation des prix

18 Il s'agissait effectivement pour Arias Navarro de contrer la politique de certains ministres du gouvernement... dont il était le chef. À bout de souffle, le régime était représenté par un gouvernement où s'affrontaient les principales tendances du franquisme (monarchistes, phalangistes, catholiques, etc.).

individu totalement dépendant des machines, et par conséquent, parfaitement contrôlable ; d'un autre elles imposent les conditions dans lesquelles se déroule toute activité sociale, dont elles marquent les rythmes, et exigent une adaptation permanente aux changements. Ce n'est donc pas l'individu mais la technique qui a conquis l'autonomie. Malgré tout, si l'autonomie individuelle est impossible dans les conditions actuelles, la lutte pour l'autonomie ne l'est pas, même si elle ne devra pas se réduire à un décrochage du mode de survie capitaliste techniquement équipé. Refuser de travailler, de consommer, d'utiliser des appareils, de rouler dans un véhicule privé, de vivre dans des villes, etc., constitue en soi un vaste programme, mais la survie sous le capitalisme impose ses règles. L'autonomie personnelle n'est pas la simple autosuffisance dont le prix est l'isolement et la marginalisation auxquels on échappe grâce à la téléphonie mobile et au courrier électronique. La lutte contre ces règles et contraintes est aujourd'hui le B.A.-BA de l'autonomie individuelle et elle a devant elle beaucoup de voies, toutes légitimes. Le sabotage sera complémentaire de l'apprentissage d'un métier éteint ou de la pratique du troc. Ce qui définit l'autonomie de quelqu'un par rapport au Pouvoir dominant, c'est sa capacité de défense face à celui-ci. Quant à l'action collective, les mouvements conscients de masses sont aujourd'hui impossibles, parce qu'il n'y a pas de conscience de classe. Les masses sont exactement le contraire des classes. En l'absence de classe ouvrière, il est absurde de parler d'« autonomie ouvrière », mais pas de parler de groupes autonomes.

Les conditions actuelles ne sont pas si désastreuses qu'elles ne permettent plus l'organisation de groupes en vue d'actions défensives concrètes. L'avancée du capitalisme spectaculaire s'effectue toujours comme une agression, à laquelle il faut répondre là où c'est possible : contre le TGV, les parcs éoliens, les incinérateurs, les terrains de golf, les plans hydrologiques, les ports de plaisance, les autoroutes, les lignes à

haute tension, les résidences secondaires, les pistes de ski, les centres commerciaux, la spéculation immobilière, la précarité, les produits transgéniques... Il s'agit d'établir des lignes de résistance à partir desquelles reconstruire un milieu réfractaire au capital dans lequel se cristallise à nouveau la conscience révolutionnaire. Si le inonde n'est pas prêt pour de grandes stratégies, il l'est par contre pour des actions de guérilla, et la formule organisationnelle la plus opportune c'est les groupes autonomes. Voilà l'autonomie qui nous intéresse.

indifférente à ce décret ; elle avait monté ses propres organismes de négociation politique pour constituer une opposition bourgeoise au régime : le Conseil (la Junta) et la Plateforme (la Plataforma). Elle ne cessait d'offrir ses services aux patrons libéraux et aux anciens franquistes. C'est pour cela que les Commissions s'opposaient depuis 1974 à toute action pouvant gêner sérieusement les chefs d'entreprise. L'objectif de l'opposition était de se hisser au rang d'unique interlocuteur reconnu, en faisant preuve de modération lorsqu'il s'agissait de décider ou non d'une grève et en s'immisçant dans le syndicat vertical.

Les élections syndicales de juin furent l'occasion pour l'opposition de s'en emparer légalement et les Commissions lancèrent leurs militants, regroupés derrière des « candidatures unitaires et démocratiques », à la chasse aux mandats. Si, lors des élections de 1971, le but avait été de détruire les CNS depuis l'intérieur, comme l'affirmait le communiqué d'une mystérieuse Coordination générale des Commissions ouvrières, il s'agissait cette fois-ci de s'en rendre maître. L'affaire des élections a divisé la classe ouvrière en deux camps : l'un conservateur, peu combatif, prêt à obéir aux pseudo-coordinations et aux vieux bonzes qui servaient de « leaders », et l'autre radical, partisan d'un développement du contrôle par la base et de l'extension des luttes à partir des assemblées et des grèves générales. En août et en septembre, il y eut des mobilisations après que quatre conseils de guerre eurent demandé la peine capitale contre des prisonniers d'ETA et du Frap¹⁷. Le gouvernement confirma cinq condamnations et, le 27 septembre 1975, Txiki, Otaegi et trois maoïstes étaient exécutés. Le 29, le Pays basque était en grève générale. Les mobilisations se poursuivirent en octobre, alors que de nombreuses assemblées d'usine discutaient des nouvelles conventions et nommaient des délégués. Le troisième automne chaud du Pays basque a été animé par plusieurs coordinations étrangères à la ligne

17 Front révolutionnaire antifasciste et patriotique : organisation communiste de tendance marxiste-léniniste créée en 1970.

manifestation du 1er Mai, la police tuait un ouvrier à Vigo. Le 11 juin, une grève générale éclatait à Fontarrabie.

Petit à petit, la révolution des Œillels au Portugal gagnait en influence parmi le prolétariat espagnol. Les ouvriers portugais profitaient de la chute du régime provoquée par le coup d'État militaire pour affermir leurs positions. Des nouvelles de grèves, d'occupations et de mouvements de soldats arrivaient quotidiennement. Mais la révolution échoua lamentablement fin 1975 et cessa d'être une source d'inspiration. La situation n'était pas aussi simple pour les Espagnols que pour les Portugais car à la vacance de pouvoir dans les usines s'étaient substituées les Commissions et les gauchistes, qui remplaçaient dans de nombreux cas le syndicat vertical. La bourgeoisie industrielle perdait la confiance qu'elle avait envers les syndicats du régime et la magistrature du droit du travail. Les ouvriers avaient derrière eux des avocats spécialisés dans le droit du travail et les décisions des juges étaient de plus en plus souvent favorables à la partie laborieuse, de sorte que celle-ci, se sentant renforcée, rompait les négociations sur les conventions à la moindre dérobade. Le recours aux caisses de résistance commençait à s'étendre. Pour comble, le gouvernement avait promulgué le 22 mai un décret de régulation des grèves au grand dam des patrons et des ministres *aperturistas*¹⁶. Pour la première fois, le franquisme reconnaissait le droit de grève, avec toutefois de nombreuses restrictions. Il interdisait par exemple expressément les grèves de solidarité ainsi que celles qui dépassaient le cadre d'une seule entreprise. Par ailleurs, le régime imposait aussi une limite au lock-out patronal. Il interdisait le recours aux briseurs de grève et la résiliation arbitraire des contrats de travail. L'opposition, principalement le PCE et le PsOE, se montrait

16 La tendance *aperturista*, littéralement « favorable à l'ouverture », ne désigne pas, comme on pourrait le croire, la partie la plus progressiste du régime mais renvoie à la fraction phalangiste qui voulait ouvrir l'Organisation syndicale franquiste aux travailleurs et permettre la tenue d'élections syndicales. Ces réformes avaient pour objectif de contenir une explosion ouvrière tout en maintenant les fondements du régime.

Génèse et apogée du mouvement autonome en Espagne

L'année 1970 a été cruciale pour la lutte des classes en Espagne. Après une décennie de développement industriel, une classe ouvrière nouvelle s'affirmait et reprenait la lutte avec énergie. On comptait alors 8 millions d'ouvriers, soit 65 % de la population active. Si l'on vivait effectivement une situation de plein-emploi et que l'on jouissait d'un certain accès à la consommation, les salaires étaient bas et le coût de la vie augmentait régulièrement. La menace de pénurie, le gel des salaires décrété par le gouvernement et les habitudes de lutte héritées de la décennie précédente se sont combinés pour précipiter les travailleurs dans le combat. Au cours de cette seule année, le nombre de grèves a triplé par rapport à l'année précédente, tel un défi lancé contre l'appareil répressif de la dictature. Parmi la population ouvrière des grandes entreprises – généralement situées à Barcelone, à Madrid, sur la rive gauche du Nervion ou dans le bassin minier asturien –, le rôle prépondérant passe désormais aux mains d'un prolétariat jeune – dont les femmes sont partie intégrante –, né en périphérie des deux capitales et dans les pôles industriels du franquisme : dans le Goierri (province basque du Guipuscoa), à Valladolid, Pampelune, Vitoria, Séville, Saragosse, etc. La solidarité active qui s'organisait autour des grèves jusqu'à embraser des provinces entières était surprenante. On peut citer par exemple la grève d'Orbegozo, une usine sidérurgique de Zumárraga (province du Guipuscoa), au début de l'année. Il existe un certain consensus pour considérer la grève héroïque survenue à la laminerie d'Echévarri, entre janvier et mai 1967, comme la première grève radicale, ou encore celle de Blansol, une usine comptant une centaine de

travailleurs située à Palau de Plegamans (Barcelone), en novembre et décembre 1968, comme la première grève organisée à partir d'assemblées. Le gouvernement avait en effet dû déclarer l'état de siège en Biscaye pour briser le mur de solidarité qui protégeait les grévistes d'Echévarri. Quant aux ouvriers de Blansol, bien que cernés par la Guardia Civil⁴, ils se réunissaient à l'heure du casse-croûte dans une pinède à proximité de la sortie de l'usine pour prendre des décisions, tenir des piquets de grève, voire même pour chasser les jaunes et organiser des sabotages.

Mais la première grève survenue en s'organisant spécifiquement en assemblée, c'est-à-dire complètement en marge du syndicat vertical⁵, lors de laquelle les travailleurs ont imposé à la direction un comité de douze membres élus en assemblée, fut celle d'Authi, dans la zone industrielle de Landaben, à Pampelune, en mars 1970. Cette tactique traduisait un niveau de détermination élevé de la part des ouvriers, et les réformistes ont commencé à en subir les conséquences. Les Commissions ouvrières⁶ elles-mêmes avaient recours à l'assemblée dans les locaux du syndicat vertical pour débattre des conventions collectives et décider des grèves, même si, généralement, celles-ci se limitaient à de

4 Guardia Civil : police militaire espagnole, équivalent de la gendarmerie.

5 Syndicat vertical : le 9 mars 1938, avant la fin de la guerre civile, la Charte du travail établit notamment la création d'un syndicat unique regroupant patrons et travailleurs, sous l'égide de l'État. L'Organización Sindical Española, communément appelée syndicat vertical, est créée en 1940. On retrouve là l'influence déterminante dans le domaine du travail du parti de la Phalange. Son principal fondateur, Primo de Rivera, prétendait, par l'instauration de ce syndicat unique dans le cadre d'un État corporatiste, répondre sur le modèle du fascisme italien aux luttes sociales et économiques et endiguer la lutte des classes particulièrement vigoureuse dans l'Espagne des années 20 et 30.

6 Comisiones Obreras (Ccoo) : pour mieux comprendre la genèse de ce qui est devenu l'un des plus grands syndicats de l'Espagne d'aujourd'hui, nous vous invitons à lire le texte p. 263 du livre *le pari de l'autonomie*. Bien qu'apparues spontanément, les Commissions ouvrières sont vite passées sous la coupe des stalinien avant de devenir l'un des piliers du changement de régime et de la contre-révolution.

des assemblées quotidiennes sur la place de Catalogne. La direction, alliée aux Commissions, n'admit jamais la représentativité du comité élu par l'assemblée pour négocier la convention. La collusion entre les Commissions ouvrières et la direction était si forte que, par la suite, une partie de l'embauche se fit par l'intermédiaire de celles-ci. Malgré tout, les travailleurs exigèrent et obtinrent dans de nombreux cas la démission des délégués syndicaux. La grève s'acheva avec plus de 500 licenciements, mais les Commissions ouvrières ne récupérèrent jamais le contrôle de l'usine. À cheval entre janvier et février, les ouvriers, alors qu'ils éalisaient une commission en marge des canaux officiels afin de négocier une convention, furent à l'initiative d'une grève pittoresque à Madrid. La tenue d'une série d'assemblées se solda par des arrestations qui elles-mêmes entraînèrent la grève. Les 3 et 4 février, une grève générale éclatait dans les Asturies ainsi qu'une longue grève dans la vieille usine de Duro Felguera (Gijón), battue en durée par celle de l'usine Firestone (Basauri), qui s'est étendue sur trois mois. Lors de cette dernière, la tendance « anticapitaliste » est entrée en action. L'agitation ouvrière à Barcelone était permanente mais, à la différence du Pays basque, les partisans des assemblées étaient minoritaires. Une grève à l'appel des assemblées comme celle de Tabauto à L'Hospitalet, dans le fief stalinien du Baix Llobregat, fut ainsi misérablement abandonnée à son sort, tout comme la grève à la Seat. Au bout de cinq mois d'une lutte isolée, les ouvriers exténués se sont mis d'accord avec l'entrepreneur, via le syndicat vertical, pour retourner au travail en juin, tout en acceptant des dizaines de licenciements et de procédures disciplinaires. Les stalinien conseillaient aux ouvriers de « ne pas provoquer » la police par des mots d'ordre ou des occupations, et encore moins de lui tenir tête, allant même jusqu'à les appeler à ne pas manifester et à profiter des moments de loisirs. Mais ces appels restèrent lettre morte et, en avril, la situation était telle que le gouvernement décrétait l'état d'exception en Biscaye et dans le Guipuscoa. Lors de la répression d'une

d'ETA, ou les groupes qui plus tard ont formé le syndicat LAB, ou encore les Comisiones de Trabajadores Anticapitalistas), les partis gauchistes (MC, ORT, LCR, OIC) jouissaient d'une certaine influence au sein du mouvement ouvrier. La grève générale du 11 décembre 1974, motivée par des raisons tant sociales que politiques, fut le fruit de la confluence de tous ces courants. Les gauchistes (maoïstes et trotskistes de toutes les couleurs) étaient favorables aux tendances pro-assemblée du prolétariat afin de déborder la « direction » du PCE et la remplacer dans sa position d'« avant-garde ». La création de la Coordination d'Euskadi des Commissions ouvrières (Ceco) en avril 1975 est née de cette tactique de substitution. Ils se sont vite révélés aussi néfastes que ceux qu'ils cherchaient à supplanter et sont rapidement rentrés au bercail pour combattre conjointement les assemblées.

La répression allait crescendo. L'année 1974 se terminait sur un lourd bilan : 5 000 licenciés et 25 000 mises à pied disciplinaires. Le Tribunal d'ordre public¹⁵ avait lancé autour de 2 000 procédures affectant 5 000 personnes. Mais, en 1975, le monde du travail marchait sur des charbons ardents : la moitié des conventions collectives furent signées sans parvenir à un accord (6,5 % en 1972). Le nombre de conflits avec les ouvriers reconnus par les autorités franquistes s'élevait à 3 156, soit 1 000 de plus qu'un an auparavant. Ces luttes ont concerné 650 000 travailleurs. L'année avait à peine commencé qu'un conflit chez Potasas de Navarra se transforma en grève générale d'une semaine dans tout Pampelune. Au même moment, la grève générale de la métallurgie à Saragosse relançait le mouvement ouvrier de cette ville dans deux directions : l'une réformiste, celle de la Commission ouvrière interprofessionnelle, et l'autre, celle des Commissions ouvrières autonomes, organisées en assemblée. Entre décembre et janvier, à la suite du lock-out patronal, les ouvriers de la Seat de Barcelone tinrent

¹⁵ Tribunal de Orden Público : institution spécialisée dans la répression des délits politiques durant la phase finale du franquisme, héritière du Tribunal spécial pour la répression de la maçonnerie et du communisme.

simples rassemblements devant les grilles des usines en soutien à ceux qui négociaient. Ça a été le cas par exemple lors de la grève dans le secteur du bâtiment à Grenade. Une grande partie de la population rurale excédentaire qui affluait vers les villes se convertissait en ouvriers du bâtiment. C'était là leur seule possibilité de s'intégrer au marché du travail. Les conditions de travail sur les chantiers étaient tellement déplorables qu'une conscience de classe est apparue spontanément, sans que soit nécessaire la présence d'apôtres prêchant le passage à l'action. Au mois de juillet, à Grenade, lors de la dispersion d'une manifestation organisée par le syndicat vertical, la police tua trois ouvriers. Il s'agissait des premières pertes dans les rangs du prolétariat au cours de sa seconde offensive contre la société de classes. La répression opérait un changement de forme (jusqu'alors, le régime avait considéré les étudiants comme le principal danger et ses services secrets ne fouinaient pas dans les milieux ouvriers). Cet événement a déclenché une vague d'émotion dans tout le pays et a attisé la polémique sur le recours aux organisations syndicales franquistes.

Globalement, la classe ouvrière avait suffisamment gagné en maturité pour remettre en question la nécessité d'une avant-garde dirigeante et l'utilisation des tactiques légalistes caractéristiques de l'époque antérieure. L'expérience collective dans les usines avait élevé le niveau de conscience et posait des problèmes comme ceux de l'auto-organisation, des objectifs et des tactiques de lutte. Le réformisme qui avait jusqu'alors dominé le mouvement ouvrier était fortement remis en question. Beaucoup de travailleurs refusaient aussi bien la tutelle des partis et des organisations que les méthodes de lutte basées sur le suivisme de la négociation. Ils ne voulaient rien savoir de l'Organisation syndicale franquiste. Afin de se protéger de la répression policière, les meneurs s'éclipsaient au milieu des assemblées et les militants agissaient à partir de comités clandestins. Limiter la lutte à la négociation des conventions, comme le voulait la tendance stalinienne des Commissions, ne leur plaisait pas. À la fin des années 60, les Comités d'usine ou

d'entreprise ont fait leur apparition au Pays basque. En périphérie de Barcelone, des expériences d'organisation éphémères telles que les Plateformes de commissions (Plataformas de Comisiones) ou les Commissions ouvrières indépendantes (Comisiones Obreras Independientes) poussaient à la participation aux conflits et à sa gestion collective.

La grève survenue entre décembre 1970 et février 1971 chez Harry Walker, une usine située dans le quartier de Sant Andreu à Barcelone, est souvent considérée comme la première grande grève de Catalogne organisée à partir d'assemblées. Toutefois, des grèves avaient déjà été initiées par des groupes d'ouvriers autonomes, durant lesquelles le rôle des assemblées coordonnées par un comité s'était avéré décisif. On peut citer par exemple celles de la Maquinista, en janvier-mars 1970, ou de Macosa en décembre de cette même année, toutes deux à Barcelone. L'influence de Mai 68 en France ne s'est pas fait sentir immédiatement dans les milieux ouvriers, notamment parce que son radicalisme irritait les partis et les groupes politiques, dont l'avant-gardisme était remis en question. Mais, à partir de 1970, les idées d'autogestion, d'auto-organisation, de conseils ouvriers, d'occupation, d'assemblées souveraines, etc. devinrent monnaie courante et furent à l'origine de la naissance de groupes tels que les GOA, le MIL ou le MCL (à Barcelone), Barricada (à Valence), le groupe nommé Acracia (à Madrid), les Cras (dans les Asturies), les groupes gravitant autour de la maison d'édition ZYX (au Pays basque) et bien d'autres encore. L'anarcho-syndicalisme et le communisme de conseils cessèrent d'être des idéologies négligées pour devenir des objets d'étude et une source d'expériences et d'idéaux. L'intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier et pour la guerre civile reliait la nouvelle classe ouvrière à son passé révolutionnaire.

des assemblées d'ateliers par les ouvriers les plus combattifs, ceux de l'atelier n° 5. Dans le Baix Llobregat, les staliniens furent obligés de reconnaître les délégués issus des assemblées mais ils créèrent, de concert avec les autorités, un organisme de médiation reconnu par les CNS¹³, l'« intersyndicale », qui a été actif au moins au niveau de la province. Les membres du syndicat vertical et les gauchistes des Commissions ont collaboré à cette intersyndicale, mais ils ont été incapables d'empêcher ce qui était en train de se préparer : la grève générale dans le Baix Llobregat.

Au Pays basque, les staliniens des Commissions ont monté une coordination fantôme, la Cone, qui n'a reçu aucune adhésion en dehors de celles des grandes entreprises. Le PCE agissait toujours de cette manière : monter des directions sans se préoccuper de leur base éventuelle. À l'opposé, les Comités ouvriers d'Alava ont constitué en octobre à Vitoria une Coordination ouvrière très largement représentative. C'était le premier organisme de ce genre à défendre la position « tout le pouvoir de négociation à l'assemblée » et à n'admettre que des délégués élus et révocables sans autres attributions que le « mandat souverain de l'assemblée ». Toutes les tendances du mouvement ouvrier y étaient représentées, en dehors de celle des Commissions staliniennes. Dans le Guipuscoa, en Biscaye et en Navarre, malgré la présence de plus en plus importante de groupes autonomes et de groupes abertzale¹⁴ (comme les Komiteak qui se sont séparés du Front ouvrier

13 Les Centrales Nacional-Sindicalistas (Centrales nationales-syndicalistes) sont les directions provinciales du syndicat vertical. Dans ce texte, les termes CNS ou syndicat vertical désignent indifféremment le syndicat unique franquiste, officiellement nommé Organisation syndicale espagnole (voir note p. 26 du livre *le pari de l'autonomie*).

14 Abertzale est un mot basque signifiant « patriote ». Après la Réforme (voir note p. 142 du livre *le pari de l'autonomie*), il est souvent employé dans la presse pour désigner les militants indépendantistes et socialistes basques. Il serait plus correct d'employer pour ces militants le terme « gauche abertzale » : le PNV (Parti nationaliste basque), majoritaire, étant de droite et se proclamant aussi abertzale.

grève du chantier de l'Union navale du Levant. Jusqu'alors, l'apparition des assemblées avait été retardée à Valence par des arrestations de militants et des accords extra-syndicaux conclus entre patrons et ouvriers dans des bureaux d'études consacrés au travail. Les grèves chez Elsa et chez Solvay en juillet, dans la région du Baix Llobregat, méritent une attention particulière. Ces grèves ont en effet suffisamment marqué le contexte des luttes sociales à Barcelone pour qu'on puisse parler d'un avant et d'un après. Les plus grandes usines de Catalogne se situaient dans et autour de la région du Baix Llobregat (L'Hospitalet, Cornellá, Martorell, Sant Boi, Sant Just, Sant Feliu, Gavà, El Prat, Molins...), mais il s'agissait aussi de la région où l'implantation des Commissions ouvrières était la plus importante. Le Baix Llobregat était synonyme de réformisme, de parasitisme par des bureaucrates usurpateurs et manipulateurs. C'était un repaire de stalinien. Mais leur marge de manœuvre n'était pas si grande et, de ce fait, la solidarité envers les licenciés de l'usine d'Elsa a débouché sur une grève générale organisée en assemblée. Le Psuc – branche catalane du PCE – devait démontrer aux chefs d'entreprise sa capacité de contrôle ainsi que la « vocation légaliste » des Commissions. Les staliniens cherchaient du soutien du côté du patronat afin de libéraliser le régime. En échange, leurs coordinations autodésignées boycottaient les grèves générales. Mais ils ne se sont pas contentés de composer avec les patrons : c'est aussi de cette époque que datent leurs affirmations selon lesquelles les ouvriers respectent le travail des forces de l'ordre, ou que la police en armes et la Guardia Civil « sont eux aussi des ouvriers ». Avec un discours si déconcertant, leur travail de démobilisation n'était pas toujours facile. L'enthousiasme offensif débordait le cadre légal et ridiculisait la médiation du syndicat vertical. Les représentants légaux, les délégués et le comité d'entreprise étaient forcés de démissionner, ou démissionnaient volontairement, rendant les assemblées nécessaires, ne serait-ce que pour choisir de nouveaux délégués. À la Seat, l'un de leurs fiefs jusqu'à la grève ratée de 1973, des élections furent organisées lors

Le 1er décembre 1970, le gouvernement annonçait l'ouverture d'une procédure expéditive (*juicio sumarísimo*⁷) contre seize membres d'ETA qui encouraient la peine de mort. La tenue de ce conseil de guerre à Burgos déclencha une vague de protestations qui redoubla d'intensité après le rendu du verdict et la mort d'un manifestant à Eibar. Plusieurs comités se formèrent. Ils tenaient des assemblées dans des églises ou « à la montagne ». Afin de reprendre le contrôle de la situation, le gouvernement proclama le 14 décembre l'état d'exception dans le Guipuscoa, avant de l'étendre au pays entier jusqu'au mois de juin. La lutte sociale et politique obligeait le régime à se durcir, à supprimer les quelques libertés civiques qu'il avait concédées et à réappliquer la loi martiale. Mais il dut céder et commuer les condamnations à mort le 31 décembre. En contrepartie, la répression, facilitée par la suspension des droits, ne faisait qu'augmenter, alors que la nouvelle loi syndicale de février réduisait davantage la représentation ouvrière dans le syndicat vertical. La classe travailleuse, toutefois, ne prenait pas peur. Les élections syndicales du 17 mai 1971 furent largement boycottées sauf par le PCE et par l'USO⁸ ; la moitié des travailleurs concernés s'abstinrent de voter. Les Comisiones Obreras n'étaient déjà plus un mouvement, mais un simple regroupement d'ouvriers staliniens et de sympathisants. Cependant, elles jouissaient encore d'un certain prestige chez les ouvriers les moins conscients et, de ce fait, exerçaient une influence indiscutable, bien qu'en baisse. L'abstention fut très importante dans les grandes usines de Barcelone ou du Pays basque,

7 *Juicio sumarísimo* : juridiction d'exception concernant des faits considérés comme graves ou relevant de l'urgence. L'instruction, le procès, la condamnation et l'exécution de la peine se font dans des délais extrêmement brefs. Cette procédure, simplifiée au maximum, est utilisée par les tribunaux militaires tels que, dans le cas relaté ici, le conseil de guerre de Burgos.

8 Unión Sindical Obrera (Union syndicale ouvrière) : syndicat créé à la fin des années 50, dont une grande partie des membres étaient issus des Jeunesses ouvrières catholiques et de la Fraternité ouvrière d'action catholique. L'USO reste le troisième plus grand syndicat d'Espagne quant au nombre d'adhérents et de délégués.

surtout si l'on tient compte des votes nuls (les ouvriers votaient par centaines pour des vedettes telles que Raphael, El Cordobés ou Cassius Clay⁹). Les travailleurs ne se reconnaissaient plus que dans leurs représentants directs élus en assemblées. C'est justement la non-reconnaissance de ceux-ci par le patronat qui fut l'élément déclencheur des grèves dans l'entreprise minière Potasas de Navarra ou chez Eaton Ibérica (dont les ouvriers ont envoyé une délégation à l'assemblée de Harry Walker). Ces grèves devaient avoir des répercussions dans la région de Pampelune. Celle des ouvrières de l'usine Bianchi à Renteria a constitué un cas semblable. Cette radicalisation se manifesta dans les provinces de Biscaye et du Guipuscoa, dans les Asturies, et surtout à Barcelone (grèves des ouvriers de Maquinista, de Miniwatt, de Roca, de Ramo del Agua) où eurent lieu des grèves « sauvages » fréquemment accompagnées de manifestations violentes. Étant donné l'absence de marge de manœuvre pour protester, les grèves sont vite devenues un problème d'ordre public et la moindre revendication une question politique. Les violences policières provoquaient une indignation énorme qui divisait la société en deux camps : d'un côté, les ouvriers ; de l'autre, le régime et les patrons. Un ouvrier mourut à Madrid lors d'une grève dans le secteur du bâtiment en septembre. Le mois suivant, lors de la grève à l'usine Seat dans la zone franche de Barcelone, la commission chargée de négocier (composée majoritairement de délégués et membres du comité d'entreprise, c'est-à-dire de représentants légaux) fut incarcérée. Les travailleurs occupèrent alors l'usine et, lors de leur évacuation, un ouvrier fut assassiné et d'autres blessés. Du fait de la mort toute récente du maçon madrilène et des morts de Grenade encore fraîches dans les mémoires, cet événement eut une répercussion énorme. Les grèves de solidarité et les manifestations furent nombreuses. À chaque ouvrier qui tombait, les rangs prolétaires se resserraient davantage.

9 Respectivement un chanteur et acteur espagnol, un célèbre torero, et le premier nom du boxeur Mohamed Ali.

par des droits dans le domaine du travail le manque de libertés politiques. Nombre d'entrepreneurs avaient dû s'abstenir de suivre les règles et avaient négocié directement avec les Commissions pour éviter la grève. Ils voulaient, en passant par des médiateurs professionnels, que les concertations sur les conventions se fassent par branche professionnelle plutôt que par entreprise. De la sorte, ils s'épargneraient de devoir traiter avec des comités issus d'assemblées, qui trop souvent les avaient obligés à concéder des hausses de salaires plus fortes que prévu. Le franquisme ne pouvait désormais plus garantir la stabilité du monde du travail proposée par le syndicalisme semi-vertical défendu par les Ccoo. Pour la première fois, une part significative de la bourgeoisie était disposée à échanger des concessions politiques contre un retour à l'ordre du monde du travail. Cela a accentué d'autant plus la ligne de collaboration de classes du PCE et des Commissions.

L'attentat contre Carrero Blanco¹² a servi de prétexte à la majorité conservatrice du régime pour laisser en suspens le procès 1001 et condamner à mort Puig Antich, membre du MIL. Celui-ci a été exécuté le 2 mars 1974, dans l'indifférence de l'opposition. Mais cela n'a pas freiné le moins du monde la radicalisation du prolétariat. En 1974, le nombre de grèves triplait, et une grande part d'entre elles éclataient par solidarité. On comptait beaucoup plus de grèves en Espagne que dans le reste de l'Europe, où elles étaient pourtant légales. Les ouvriers faisaient preuve d'une forte combativité et agissaient sans tenir compte des délégués syndicaux, des briseurs de grève, des cadres ou des balances. Être conservateur, dans certaines localités, pouvait coûter cher. En février, un mouvement ouvrier éclatait dans le pays valencien avec la

12 L'amiral Carrero Blanco, présent au côté de Franco dès les premières heures de la guerre civile espagnole, meurt le 20 décembre 1973 à Madrid, lors de l'explosion déclenchée au passage de sa voiture. Nommé chef du gouvernement le 9 juin 1973 par Franco, dont il est le successeur désigné, Carrero Blanco incarnait la tendance monarchiste et catholique du régime, en proie alors à de nombreuses divisions. Cet attentat, revendiqué par ETA, a été largement célébré par les adversaires du franquisme.

bout de la péninsule, les ouvriers de l'entreprise Intelhorce occupaient la cathédrale de Malaga.

C'est alors qu'est survenu le phénomène de « l'automne chaud », bien que ce soit l'automne suivant qui ait reçu le premier cette dénomination. Ainsi, les ouvriers de Fasa-Renault à Valladolid et à Séville, après les vacances, se mirent pour la première fois à tenir des assemblées alors que les grèves se poursuivaient à Barcelone et alentour. Dans la région du Baix Llobregat, les membres des Commissions étaient parvenus, grâce à la tolérance et à la collaboration des bureaucrates du régime, à mener des luttes en empruntant les chemins tortueux du légalisme. Mais ils n'avaient pas réussi à empêcher le développement des assemblées, même en recourant – conformément à l'usage – à la tactique de nommer des comités composés de membres du syndicat vertical et de soi-disant leaders. Dans les usines du Vallès, bien que l'influence démobilisatrice des Commissions ait été importante, les assemblées et les comités de grève élus étaient de plus en plus fréquents. Certaines tendances minoritaires et « anticapitalistes » défendaient ces pratiques. Au Pays basque, deuxième foyer d'agitation ouvrière, on respirait comme jamais auparavant une ambiance de solidarité et de ferveur offensive. Les assemblées étaient quotidiennes à Pasaia, Beasain, Tolosa, Andoain, Irun, Sestao ou Eibar, capitales provisoires du prolétariat.

Les bureaucrates du syndicat vertical avaient bien tenté d'enrayer la conflictualité en instituant un décret qui réglementait le droit syndical dans les entreprises, ainsi qu'en élaborant une nouvelle loi sur les conventions collectives, entrée en vigueur en décembre. Selon cette loi, on avait recours, en cas de désaccord, à une « décision arbitrale obligatoire ». Mais la grève restait tout de même interdite : les ouvriers n'y prêtèrent donc pas une grande attention. Cette loi fut toutefois considérée comme excessive par les patrons. Ils y voyaient des concessions intolérables qui empiétaient sur leur pouvoir dans l'entreprise et ils accusaient les responsables franquistes de compenser

L'année 1972 fut animée par les noyaux les plus actifs, ceux-là mêmes qui avaient boycotté les élections syndicales : la périphérie industrielle de Barcelone, les grandes entreprises de Biscaye (General Eléctrica Española, Babcock & Wilcox, la Naval, Euskalduna, Endesa, etc.), celles du Guipuscoa, les employés de Madrid... Le tableau s'est encore élargi avec l'arrivée sur le front d'ouvriers originaires de provinces dénuées de traditions de lutte. Le 26 janvier 1972, l'usine Michelin de Vitoria se mit en grève. Pendant un mois, les travailleurs tinrent des assemblées quotidiennes, organisèrent des piquets de grève et appelèrent à des manifestations. À plusieurs reprises, ils affrontèrent les forces de l'ordre et comptèrent plusieurs blessés. La grève a marqué l'histoire des ouvriers de la province d'Alava. Elle est à l'origine de la formation de ce que l'on a appelé les Groupes d'action ouvrière (Grupos de Acción Obrera). Cette grève se rattachait au mouvement de grève générale des travailleurs d'El Ferrol, elle aussi menée sur la base d'assemblées quotidiennes et de manifestations. Le 10 mars, deux ouvriers mouraient et plus de vingt étaient blessés. L'un d'eux succomba à ses blessures quelques jours plus tard. Un élan de solidarité se manifesta dans toute la péninsule, et la participation au 1er Mai fut massive.

Les ouvriers formaient alors un secteur très actif de la société, animés par un fort sentiment de dignité et de cohésion. Autrement dit, ils constituaient une classe. Leur poids dans les luttes sociales était écrasant. N'importe quel calcul politique devait en tenir compte. Chaque grève signifiait bien plus qu'un conflit de travailleurs : sans l'affirmer explicitement, elle revêtait un caractère de lutte pour la liberté, la chute du régime, l'abolition des inégalités économiques, l'expropriation des capitalistes, l'autogestion de la production, etc. La volonté des travailleurs de participer à leurs propres luttes ne pouvait s'exprimer autrement que par les assemblées et l'envoi de délégués choisis en son sein. Une fois les conflits entamés, les usines paraissaient minuscules. La rue était alors occupée et défendue contre les sbires de la répression –

répression qui n'avait d'ailleurs d'autres résultats que d'éveiller des élans de solidarité et d'étendre la lutte. Bien souvent les sanctions, les licenciements, les arrestations ou encore les amendes avaient pour effet de prolonger les grèves ou d'en déclencher de nouvelles. Des catégories sociales jusqu'alors endormies, telles que les employés du secteur bancaire, les concierges des hôpitaux, les infirmiers, les facteurs, les fonctionnaires et les professeurs, participaient désormais à la mobilisation et tenaient des assemblées. Le prestige du prolétariat était tel que ces groupes se définissaient volontiers comme « travailleurs du secteur bancaire », « travailleurs de la santé, de l'administration ou de l'éducation ». Avec la remise en question de l'armée apparaissaient les premiers objecteurs de conscience qui, avec les déserteurs, ont semé les germes de la subversion au sein d'un des piliers du franquisme. Aux situations d'impasse lors des conflits du travail répondaient des grèves générales, renouant avec une tactique libertaire oubliée : l'action directe. La grève se propageait ainsi vers les autres grandes usines de la région ou de la province. Lors de la grève générale de Vigo du 11 septembre, qui dura quinze jours, des questions en rupture avec les positions réformistes furent posées. Cette grève avait initialement été lancée à la suite de licenciements survenus dans l'usine Citroën. Les ouvriers avaient amplifié le conflit en tenant des piquets de grève informatifs dans d'autres usines. Cela eut pour effet, pour la première fois, d'impulser des assemblés.

La tendance en 1973 a suivi celle de l'année précédente. La conscience de classe ne cessait de se développer sur fond de lutte permanente. Le refus d'effectuer des heures supplémentaires ou de prolonger la journée de travail signifiait bien davantage qu'une simple revendication : les ouvriers préféraient avoir du temps libre plutôt que de l'argent. Le réformisme passait par ses pires heures. Les gauchistes disputaient au PCE la direction des Commissions ouvrières et parvenaient même parfois à l'évincer, comme au Pays basque et en Navarre. De l'autre côté, les partisans de l'auto-organisation étaient de

plus en plus nombreux. Des comités ouvriers, des groupes de travailleurs autonomes, des cellules anarcho-syndicalistes, etc. naissaient des cendres des organisations traditionnelles et des grèves, apportant ainsi leur contribution à la radicalisation de la lutte. Le PCE, pendant ce temps, profitant de la publicité que lui offrait la répression contre ses cadres, se consacrait à la formation de leaders. L'instruction du procès 1001¹⁰ tomba à point pour transformer une douzaine de médiocres réformistes en martyrs du prolétariat, tout aussi utiles au « parti » en prison qu'après leur libération pour freiner le mouvement ouvrier. Fin mars, les ouvriers des entreprises de construction de la centrale thermique de Besós entamèrent une grève revendicative. L'entreprise répondit en sanctionnant tous les grévistes et en bloquant les chantiers. Le 3 avril, lorsque les ouvriers voulurent occuper leur lieu de travail, ils se retrouvèrent face à la police. Bilan : un mort et un blessé grave. La réponse ne se fit pas attendre : les débrayages de protestation s'étendirent à toute la zone de Barcelone. Le 6 avril, une grève générale éclatait dans les localités de Sardanyola et Ripollet, puis dans tout le Vallès¹¹. Le climat d'agitation s'étendit à la Navarre où les grèves furent nombreuses. L'une d'entre elles, celle de l'usine Motor Ibérica, entamée pour forcer l'entreprise à appliquer une décision judiciaire favorable aux travailleurs, a été à l'origine de la célèbre série d'événements qui a culminé fin juillet avec une grève générale à Pampelune et dans d'autres villes de Navarre (Tafalla, Estella, Alsasua...). Simultanément, à l'autre

10 Le procès 1001, instruit par le Tribunal d'ordre public (voir note p. 37 du livre *le pari de l'autonomie*) contre dix prévenus accusés d'être à la tête des Commissions ouvrières, s'ouvrit le jour de l'assassinat de Carrero Blanco (voir note p. 34 du livre *le pari de l'autonomie*), ce qui explique la lourdeur des peines, fortement diminuées lors du procès en révision un an plus tard. Les détenus ont été graciés peu après la mort de Franco.

11 Le Vallès oriental et le Vallès occidental sont, comme le Baix Llobregat, des comarcas, divisions territoriales et administratives, autour de Barcelone. Souvent traduites par « régions », elles sont par leur taille plus proches des départements. Sardanyola et Ripollet se situent dans le Vallès occidental.